

Critique Communiste

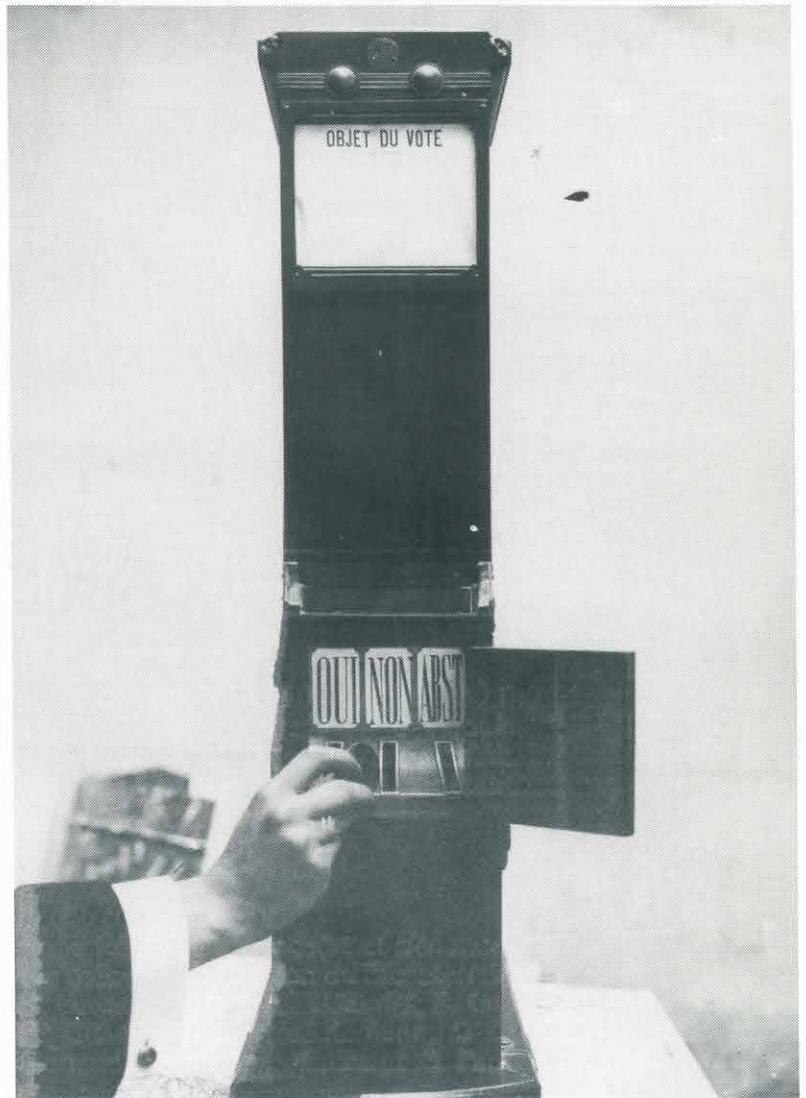
Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

N°84

AVRIL 1989

20 F

- ◆ Il y a vingt ans,
le 1^{er} Congrès de
la Ligue communiste
(Première partie)
- ◆ *L'après-libéralisme :*
une interview
de Nicolas Benies
- ◆ *La grande mutation
soviétique,*
de Moshé Lewin



MUNICIPALES : LA SANCTION CACHEE

PLANTU, T'AS TORT

Allez, nous n'avons pas assez souvent l'occasion de vous le dire : on aime bien vos dessins, Plantu. On achèterait souvent *le Monde* rien que pour eux. On les aime si bien qu'on s'en est souvent servi pour illustrer ces colonnes, tant ils touchent juste, drôle et pointu, comme votre nom. Nous vous remercions une fois encore pour votre indulgence envers nos détournements, parfois un peu cavaliers.

Mais justement, notre surprise n'en a été que plus grande : de quelle mouche les Corses vous ont-ils piqué ? Au nom de quoi leurs revendications seraient-elles moins légitimes que celles des infirmières qui avaient, il y a peu, votre sympathie ? Par quelle magie les deux ou trois centaines de francs mensuels que leur propose le gouvernement, et que les infirmières considéraient comme une aumône, se transforment-elles maintenant en un pactole dans les mains de Tintin-l'ouverture ? Pourquoi l'indignation des Corses repartant selon vous les poches pleines deviendrait-elle alors une hypocrisie que vos dessins de ces derniers jours voudraient dénoncer ?

Ne vous laissez pas, cher Plantu, prendre au jeu du gouvernement. Il voudrait donner de lui-même l'image de son Premier ministre : celle d'un bon garçon qui fait ce qu'il peut pour sauvegarder l'intérêt général face à un pays qui s'adonnerait à nouveau au vieux démon des égoïsmes catégoriels. L'explosion corse a, en fait, au-delà de ses spécificités liées à son statut colonial, la même légitimité que la vague infirmière de l'automne. L'une et l'autre expriment un profond sentiment d'injustice face à ce capitalisme qui n'a à promettre qu'efforts et privations pour le plus grand nombre, pour le profit des grands trusts. Et chacun sait que les 1 500 F d'augmentation qui sont partout réclamés, en Corse comme ailleurs, sont parfaitement logiques compte tenu du recul des salaires depuis dix ans.

Tintin rame, parce que ce ne serait pas « économiquement » raisonnable ?

Nous sommes de ceux qui pensent, bien au-delà de l'extrême gauche, que le navire doit changer de cap, rompre avec la logique du profit capitaliste, redonner une perspective politique d'ensemble à toutes ces luttes qui ne sont dispersées qu'en apparence.

Dites, vous ne nous feriez pas un « plantu » pour illustrer ça ?



SOMMAIRE

4 Municipales : la sanction cachée, par Jacques Kergoat.

13 Un krach, et puis rien ? entretien avec Nicolas Bénéès.



20 Vingt ans ! Le 1^{er} congrès de la Ligue communiste, par Antoine Artous.

28 Mutation ou métamorphose ? par François Dietrich.



31 Lutte de classement, par John Barzmann.

33 Danube, par Enzo Traverso.



Photo de couverture : Appareil enregistreur de bulletins de vote (élections de 1910), inventé par Boggiano.

Municipales : La sanction cachée

JACQUES KERGOAT

UNE nouvelle fois, les élections municipales sont porteuses, de la part de sa base électorale, d'un désaveu de la politique gouvernementale socialiste. En 1983 déjà, les municipales avaient été l'occasion pour beaucoup de ceux qui avaient porté François Mitterrand à la présidence de la République d'exprimer leur refus du tournant vers l'austérité adopté quelques mois auparavant.

Six ans plus tard, mais cette fois moins d'un an après la réélection de Mitterrand, le même phénomène se reproduit.

Ce phénomène est, certes, masqué, compte tenu de diverses caractéristiques du scrutin, sur lesquelles nous reviendrons. Mais il est bien réel. Ainsi, comparé au résultat de 1983, spécialement mauvais pour la gauche en général et pour le Parti socialiste en particulier, la gauche perd plus d'un point supplémentaire. Certes, la droite classique recule encore plus nettement. Mais, ensemble, la droite et l'extrême droite sont largement majoritaires.

Sans doute cette situation s'explique en partie, pour la gauche, par la poussée du vote écologiste, pour la droite, par la présence maintenue du Front national. Mais l'on voit bien que ces explications ne sont que partielles. C'est pour l'essentiel dans le développement de l'abstentionnisme (7 839 144 en 1983, 9 021 368 en 1989) que résident les explications.

ABSTENTION DE MASSE

Le chiffre global des abstentions, 30,38 % au premier tour, bien que relativement élevé, ne donne pas la mesure du phénomène. Dans les communes de plus de 20 000 habitants, il atteint 37,34 %, et dans les plus grandes agglomérations il dépasse 40 %. Il se manifeste une corrélation globale entre la densité de la population, la concentration industrielle et salariale, le niveau des luttes sociales ces derniers mois, et le taux d'abstention. Comme cela avait déjà été le cas dans les années précédant 1988 ce sont les bureaux de votes des grandes cités à l'habitat populaire concentré qui sont l'épicentre de cette abstention massive. Ce phénomène

qui avait reculé, lors du second tour de l'élection présidentielle, avec le rejet massif de Chirac dans les centres urbains, retrouve aujourd'hui toute son ampleur.

Les résultats pour la gauche n'étant pas apparus comme catastrophiques au premier tour, le phénomène, classique au cours du premier septennat Mitterrand, de retour aux urnes des abstentionnistes au second tour ne s'est pas vérifié dans les mêmes proportions : de 37,34 %, le taux d'abstention dans les villes de plus de 20 000 habitants descend à 33,95 sans que l'on puisse prouver que les voix ainsi réintroduites se soient portées uniquement



ni principalement à gauche (témoins les montées des écologistes ou du Front National entre les deux tours).

Non seulement désaveu de la politique de Rocard, cette abstention marque la profonde dégradation dans le rapport entre les formations politiques traditionnelles et les couches populaires, et la défiance de masse qui existe désormais à l'égard des appareils réformistes. La crise de la « société politique » bourgeoise, qui touche les appareils du mouvement ouvrier comme les partis bourgeois traditionnels, est en fait amplifiée par le recours à une pseudo

« société civile » médiatique. On monte en épingle sa présence au gouvernement pour simplement faire oublier aux travailleurs et à l'opinion populaire la nature ouverte de collaboration de classe de celui-ci et de la politique qu'il mène. Le refus de participer à ce jeu vicié n'a pas encore trouvé à une échelle de masse une manière de se manifester en positif. Tel est le sens principal de cette abstention. Ce n'est pas nécessairement le signe d'un découragement de ces couches, leur activité sur le plan social le montre.

Dans leur cadre général, ces élections présentent à leur manière une photographie des phénomènes de décomposition-recomposition à l'œuvre dans la société française.

LA DROITE RESTE SOUS LE CHOC

La droite reste profondément divisée. Tant sur l'analyse de son nouvel échec à la présidentielle que sur les conditions de la reconquête de positions dominantes. L'échec successif de Giscard, Barre et Chirac, libère le terrain pour toute une série de jeunes loups qui ont besoin de faire leurs dents contre leurs aînés, quitte à mettre en péril la crédibilité globale de la formation à laquelle ils appartiennent. Groupes, clubs, mouvements et coteries se multiplient. Mais deux questions viennent durablement et de façon lancinante briser les combinaisons sophistiquées patiemment et péniblement établies à l'intérieur de la droite classique par jeunes loups et vieux renards.

D'un côté, la pression du capital le plus moderniste, le plus lié à l'internationalisation de la production et de la décision, qui, pour se préparer à l'échéance de l'ouverture du marché unifié de la CEE, pèse de tout son poids pour une alliance durable avec une partie du PS. Celle-ci permettrait d'acheter la paix sociale à un moment décisif, pour favoriser ensuite un retour au pouvoir de la droite seule — fortifiée du discrédit et des ruptures qui ne manqueraient pas d'advenir au sein du mouvement ouvrier —, dans une situation stabilisée, après avoir infligé une « défaite à froid » à la classe ouvrière. Cette pression s'exerce

à partir de certains secteurs de la droite, mais trouve des relais dans le PS lui-même. Ici, Barre, Méhaignerie, Soisson, Rausch, etc. en sont les porte-drapeau voyants, et Giscard lui-même en a caressé la possibilité (la « grande ouverture »). Là, un Fabius ou un Rocard s'en font l'expression régulière. Mais cette pression ne peut que diviser la droite traditionnelle. Celle-ci est en effet incapable de s'unifier aujourd'hui sur une perspective qui ne peut correspondre aux espoirs des secteurs amariés du patronat et de la moyenne et petite bourgeoisie. Chirac sait très bien que, pour maintenir sa base électorale, il doit aujourd'hui lui tenir un discours de combat.

De l'autre côté, l'appréciation du risque que constitue l'alliance avec l'extrême droite, débat incontournable du jeu politique à droite, sans qu'aucune des solutions ébauchées jusqu'ici (alliances locales et refus d'alliance nationale) ait pu mettre fin au phénomène d'attraction d'une partie de l'électorat de la droite traditionnelle vers le Front national. Les uns tirent leur force de leurs proclamations « démocratiques » contre le FN (Noir, Veil, Stasi), les autres de leurs clins d'œil au FN (Pasqua, Gaudin, etc.).

Mais les tiraillements induits de ces deux questions se soldent immédiatement par une perte de crédibilité renforcée des uns et des autres dont l'ensemble de la droite pâtit. Il y a peu de chances que les élections européennes à venir, en prévision desquelles les affrontements sont apparus pendant la constitution des listes municipales, calment cette crise durable.

D'autant que Le Pen a mis pour la première fois à exécution sa menace de faire tomber les responsables de droite qui refuseraient de lui faire place sur leurs listes. Ce qui constitue la « divine surprise » de Rocard et masque son discrédit, mais a aussi créé un handicap de plus à la possibilité d'une attitude commune de la droite.

FN : SOLIDIFICATION ET INSTITUTIONNALISATION

Le Front National, quoique privé de représentation parlementaire, n'a perdu, là où il s'est présenté, qu'une très faible partie de son électorat. Mais celui qui se main-



tient dans le vote FN est maintenant bien plus fermement ancré dans un choix conscient d'extrême droite. Les résultats du sondage IFOP-RTL « à la sortie des urnes » est très éclairant. Ce sont les électeurs du FN qui donnent le plus à leur vote une signification d'avertissement (28 %) ou d'opposition (44 %) au gouvernement, soit en tout 72 %, contre 48 % seulement pour la droite classique. Pour lesquels le clivage gauche/ droite a toujours un sens (55 %, contre 43 % pour les électeurs de gauche, 42 % pour ceux de droite, et 37 % pour les écologistes). Qui ont le plus voté par mécontentement à l'égard du système politique dans son ensemble (54 %, contre 33 % pour les électeurs de droite, 29 % pour les écologistes, et 10 % pour les électeurs de gauche).

Ce phénomène qui joue surtout pour l'instant un rôle de déstabilisateur du bloc de droite ne laisse pas d'être inquiétant. Il apparaît comme le revers de l'incapacité du stalinisme comme de la social-démocratie à dégager une perspective radicale dans une situation d'exacerbation des tensions profondes entre les classes.

Cette stabilisation a permis au FN une présence non négligeable qui a modifié le paysage du second tour par le maintien des candidats dans 55 villes de plus de 30 000 habitants. Cela lui permet d'entrer dans de nombreux conseils municipaux et de trouver la respectabilité et l'institutionnalisation qu'il avait perdues en se trouvant éjecté du parlement par l'abandon de la proportionnelle. Il y a certes des cas marquants, comme Perpignan où, dans un

environnement très marqué à droite, un candidat très « dur » et très « typé », le baroudeur Sergent, passe de 24,93 % à 29,25 % et de 10 095 à 12 618 voix entre les deux tours. Mais le phénomène est général. Le FN, qui avait recueilli dans ces villes 239 086 suffrages au premier tour, atteint 243 296 voix au second, bénéficiant visiblement d'un retour d'abstentionnistes, de transferts de voix de droite voyant la partie perdue ou, dans les villes où la droite classique n'était pas menacée au second tour, d'électeurs qui ont fait porter à celle-ci le poids de la division maintenue.

LE PS PAR DEFAUT

Si l'on admet que seul le résultat compte, les amateurs de « real politik » sont ici servis : 65 villes de plus de 30 000 habitants gérées par les socialistes en 1983, 78 aujourd'hui. Il convient cependant d'approfondir.

Première remarque : ces résultats doivent être comparés à ceux de 1977, et l'on s'aperçoit que le PS retrouve, à peine, ses municipalités d'alors : 79 villes « socialistes », durement ébranlées par l'offensive de la droite en 1983.

Deuxième remarque : ces résultats sont la plupart du temps dus à des triangulaires, voire à des « quadrangulaires », qui ont en général desservi la droite et permis l'élection de maires socialistes. Les résultats les plus médiatisés du PS se temissent à être examinés de plus près : la rocardienne Catherine Trautman est ainsi élue maire de Strasbourg avec 23 % des inscrits, et le fabiuso-chevénementiste Jean-Marie Boeckel est élu maire de Mulhouse avec 25 % des inscrits. Le phénomène n'est pas propre à l'Est. On le retrouve à l'Ouest, où il prend toute sa saveur comparé au vote « Mitterrand » de la présidentielle. Les maires socialistes de Saint-Brieuc et de Lorient sont réélus tous les deux avec 26 % des inscrits, là où Mitterrand avait obtenu respectivement 44 % et 48 % des voix.

Troisième remarque : les calculs en pourcentages sont parfois trompeurs. Ils dissimulent des pertes en voix sensibles. Un exemple — celui de Quimper — permet de comprendre que certaines victoires so-

cialistes sont dues à l'effondrement de la droite, mais non à une progression de la gauche.

Une partie de la petite et moyenne bourgeoisie de régions traditionnellement ancrées à droite a montré qu'elle est prête à jouer la carte d'un PS « d'ouverture », ayant rompu toute amarré avec l'Union de la gauche. Blois, avec l'élection de Jack Lang, en est une manifestation typique. De même « l'effet ministre » a joué. A Dunkerque ou à Cherbourg, une partie du patronat local ne s'est pas montrée insensible aux possibilités de débouchés que représentait le fait d'avoir à la tête de la mairie ou de la communauté urbaine le ministre des transports ou celui du tourisme.

Cette tendance à voir se réaliser sur le PS un vote de conservation sociale était déjà apparue lors de l'élection de François Mitterrand, mais il était alors difficile de l'isoler de la vague de rejet de Chirac et de la droite dont le sens était tout autre. Les résultats des municipales à Paris permettront peut être, par une étude fine, de saisir la masse du basculement électoral lié à ce phénomène dans une ville qui a conservé son président de la République sortant en lui donnant la majorité contre son challenger Chirac dans huit arrondissements, et a conservé son maire sortant Chirac en lui donnant la majorité dans les vingt arrondissements.

C'est probablement cette tendance qui a amené Rocard et ses amis à expérimenter la possibilité pour le PS de s'appuyer désormais sur une base sociale sensiblement différente. Dans de nombreuses petites localités, et dans quelques grandes villes — Dreux, Brétigny, Angers — les rocardiens ont ainsi mis sur pied des listes très largement ouvertes à droite, notamment au CDS, contre des listes PCF, voire contre des listes PS-PCF. Bien sûr, la politique sectaire de la direction du PCF, ses attermolements anti-unitaires, ont probablement facilité ces opérations. Mais la presse a été bien discrète sur ces manquements affichés à la ligne officielle du PS. Et la direction du PS est restée muette. Il est vrai qu'avant les expérimentations rocardiennes, Jean-Marie Bockel, à Mulhouse, avait ouvert le ban en intégrant ouvertement dans sa liste un lot de CDS

locaux (par la suite exclus du CDS) sans que le Bureau exécutif ne pipe mot.

Mais la discrétion nationale a eu pour pendant de sérieuses tensions locales : dans la quasi totalité des cas, quand il y a eu en présence au premier tour des listes dissidentes du PS, elles n'ont pas été en mesure de fusionner au second tour.

Ces listes ont obtenu dans certains cas de bons scores, en profitant de la sympathie dont ont bénéficié, de manière générale, les listes à l'allure « apartidaire ». Dans l'ensemble, ces élections n'ont pas permis de rendre nationalement crédible le soutien à l'ouverture à droite. D'autant que les listes symboles de l'ouverture à droite ont connu des résultats mitigés : Rausch à Metz obtient 16 900 voix quand le total théorique de ses voix et des voix socialistes lui en assurait plus de 45 000 ; Soisson à Auxerre en obtient 7 500 alors qu'il pouvait théoriquement en espérer 15 000.

En termes de bilan, Rocard apparaît cependant comme le grand vainqueur de ces élections. D'abord parce que l'opinion qui prévaut est qu'il a évité le « vote sanction » que les municipales de 1983 avaient infligé à son prédécesseur. Et ensuite parce que le positionnement des listes rocardiennes — un pied dans la stratégie électorale du parti, un pied en dehors —, lui a permis de gonfler le nombre de ses élus. Le grand vaincu en est incontestablement Lionel Jospin : absent dans sa fédération de la Haute Garonne, il a donné l'impression de ne pas vouloir « se mouiller » laissant, à Toulouse, la tête de liste à un rocardien. La principale fédération qui le soutenait — celle des Bouches-du-Rhône — subit de plein fouet l'échec de Michel Pezet. Et la fédération « jospiniste » de Paris est complètement déstabilisée à la fois par le « grand chelem » de Chirac et par l'intrusion de Pierre Joxe dans le jeu parisien.

Fabiusiens, mauroyistes et amis de Jean-Pierre Chevènement ont un bilan plus nuancé. Celui de Jean Poperen est par contre assez largement positif, à travers sa propre réélection du premier tour, et surtout à travers la victoire de son second, Jean-Marc Ayrault, à Nantes.

Quant aux petits courants, ils n'ont pas transformé l'essai des législatives. Député

de l'Essonne, Julien Dray, candidat à Sainte-Geneviève-des-Bois contre un maire communiste reconstruc-teur, n'est pas élu. Et Jean-Christophe Cambadélis, député du XIX^e arrondissement de Paris, avait vu son sort réglé dès les primaires dans sa section : symboliquement, il figure en dernière position sur une liste largement battue par la droite.

PCF : PAS DE REDRESSEMENT

Le discrédit de masse du PCF est décidément bien enraciné. Certes, il tient relativement bien dans les municipalités qu'il détenait. La prudence de la direction du PS tendant dans ce cas à limiter les primaires apparaît justifiée. Pour les primaires officiellement organisées par le PS, le PCF l'emporte dans neuf cas sur douze. Et quand il s'agit de primaires « sauvages », à l'initiative de sections socialistes locales ne se pliant pas aux consignes nationales, le PCF l'emporte dans dix cas sur onze. En revanche, les primaires organisées là où le PCF a perdu la mairie en 1983 tournent nettement à l'avantage des socialistes qui l'emportent dans seize cas sur vingt-trois. Ils l'emportent également dans les autres villes détenues par la droite dans soixante-dix-sept cas sur quatre-vingts.

Et quand c'est le PCF qui fait liste séparée dans des communes socialistes, non seulement le PS l'emporte dans tous les cas de figure, mais il l'emporte dès le premier tour dans vingt-et-un cas sur vingt-neuf, le PCF faisant la plupart du temps des scores groupusculaires.

Le résultat global n'est pas brillant. Le PCF garde soixante-sept des villes de plus de 20 000 habitants qu'il dirigeait, en gagne une (Saint-Quentin), et en perd quinze. Dans les villes de moindre importance, les résultats sont encore plus négatifs. Il perd ainsi les plus grosses villes qu'il détenait dans une vingtaine de départements. Les résultats sont particulièrement significatifs dans des départements de vieille implantation : sur dix-sept villes de plus de 3 500 habitants qu'il détenait dans les Bouches-du-Rhône, il en perd sept, et il en perd quinze sur soixante-neuf dans le Nord et le Pas-de-Calais. Au total, c'est

environ 5 500 conseillers municipaux qu'il voit disparaître.

Manœuvres ou mauvais reports des voix socialistes ne sauraient suffire à expliquer cette situation : les pertes en voix que le PCF enregistre dans un grand nombre de ses bastions sont éloquentes à ce sujet.

Il aura pourtant tout essayé dans ces élections pour maintenir ses positions : un discours « gauche » sur les luttes au niveau national, une campagne locale apolitique et ne mentionnant même pas l'appartenance au PCF d'un bon nombre de ses maires sortants. Gouvernement rocardobarriste, politique d'austérité maintenue, mouvements sociaux effervescents, alliances locales à droite : l'ensemble aurait dû fournir au PCF une « autoroute » pour la reconquête partielle de son influence. A quelques rares exceptions près (les 18 % du candidat du PCF contre la liste Soisson-PS à Auxerre), il n'a jamais su en profiter.

Les « reconstruteurs communistes », rassemblés autour de Claude Poperen et de Marcel Rigout, ont beau jeu de reprocher à la direction du parti « *d'alterner le sectarisme en dehors des périodes électorales et opportunisme sans limite pour la durée de la campagne* ».

Ce nouveau recul, qui se déroule cette fois-ci dans le soubassement matériel municipal de l'appareil central du parti, ne fera qu'accentuer les doutes et les craquements jusqu'au plus haut d'un appareil maintenant profondément divisé. D'autant plus en proie au doute que l'adage « hors du parti point de salut », qui avait gardé une réalité au moins au niveau électoral, vient de se voir infirmer avec force.

Là est sans doute le phénomène principal. A la spectaculaire réélection des reconstruteurs exclus, Viens à Orly et Jarry au Mans, vient s'ajouter la bonne tenue de la fédération « reconstructrice » du Doubs, qui, à Besançon, fait le double des voix de la liste « orthodoxe ». Et viennent surtout s'ajouter la réélection, à une exception près, de l'ensemble des maires (vingt-huit) liés au Mouvement des renouveaux communistes.

A travers l'échiquier municipal se déchiffre désormais une double image : celle de la décomposition d'un PCF allant de

crise en crise, et celle des prémices de la recomposition d'un nouveau mouvement communiste.

L'ÉCOLOGIE REFUGE

Le vote pour les Verts a indiscutablement été l'un des éléments novateurs de ce scrutin. Dans de nombreux cas, par exemple en Bretagne, ce vote a plébiscité des écologistes de terrain, ayant souvent été, et depuis de nombreuses années, les premiers à soulever de très réels problèmes locaux ou régionaux. Dans d'autres cas, on peut souvent le vérifier dans la région parisienne, le vote écologiste se nourrit largement des suffrages d'électeurs d'extrême-gauche qui ne trouvent guère chaussures à leurs pieds dans les listes des organisations traditionnelles. A l'inverse, il est des départements, c'est le cas notamment en Alsace, où l'écologie est liée à des traditions générales qui n'apparaissent pas spécialement progressistes. Enfin, dans bien des cas, le vote écologiste représente aussi une forme d'abstention motivée, de défiance positive, soit à l'égard des courants de pensée « droite » et « gauche », soit en tout cas à l'égard des grandes formations qui les incarnent.

Cette dimension rend complexe l'analyse du vote écologiste. Le sondage effectué à la sortie des urnes fournit quelques éléments. Les électeurs écologistes sont ainsi plus nombreux (49 %) à estimer que le clivage gauche/droite n'a plus de sens. Mais, à la question « avez-vous voté par mécontentement à l'égard du système politique », leur taux de réponse positive (29 %) devance certes celui des électeurs de gauche (10 %) mais vient derrière celui des électeurs de droite (33 %), et très loin derrière le poujadisme des électeurs d'extrême droite (54 %). Ils sont les plus nombreux (56 %) à déclarer ne pas avoir tenu compte dans leur vote de la politique gouvernementale, mais ils sont 24 % (contre une moyenne de 7 % sur l'ensemble de l'échantillon) à donner à leur vote une valeur d'avertissement.

Les réponses à la question demandant de choisir les deux thèmes ayant principalement motivé le vote est également intéressante. Sans surprise, on notera que

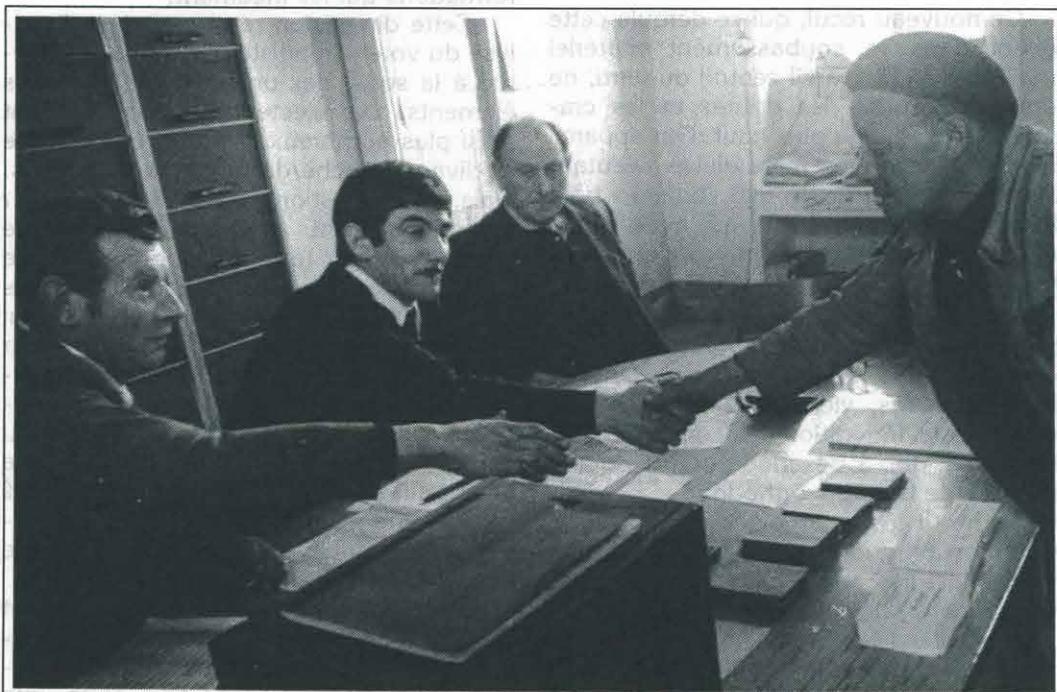
c'est le désarmement (17 %) et surtout l'environnement (89 %) que les électeurs écologistes mettent en avant. Par contre, ils forment le groupe d'électeurs que préoccupent le moins le chômage (9 %) et la défense des acquis sociaux (3 %). Malgré ce faible enracinement social, les électeurs écologistes semblent, à tout prendre, pencher davantage à gauche qu'à droite : quand on leur demande leur intention de vote aux élections européennes, ils sont 19 % à annoncer leur intention de voter à gauche (16 % pour le PS, 3 % pour le PCF) et 2 % seulement à annoncer qu'ils voteront à droite (1 % pour l'UDF, 1 % pour le FN).

Ils sont surtout 70 % à annoncer qu'ils revoteront écologiste. C'est bien là le phénomène que l'on a déjà vu se manifester au second tour des élections municipales. Dans les vingt-deux villes de plus de 20 000 habitants où les Verts avaient décidé, et eu la possibilité, de se maintenir au second tour, ils augmentent leurs voix dans dix-huit cas sur vingt-deux.

Il est difficile, voire dangereux, de donner de ce phénomène une explication qui peindrait le vote écologiste comme un tout homogène. Ce n'est pas parce que les écologistes se placent « ailleurs », et se

situent volontiers comme « ni gauche ni droite », qu'il est possible de penser que les Verts constituent la formation du centre qui manque si cruellement — disent sondeurs et politologues — à la vie politique française. Ce n'est pas non plus parce que cet électorat partage sur des questions de société, tels l'avortement, la contraception, l'homosexualité, des positions généralement progressistes qu'il faut le considérer comme libéraire. Pas plus que son faible intérêt pour les questions sociales ou les thèmes pétainistes qu'il peut véhiculer (retour à la terre...) ne permettent de le cataloguer comme réactionnaire. Cette diversité de l'électorat vert constitue aujourd'hui l'une des raisons de sa force, comme électorat attrape-tout pouvant cristalliser et des refus et des aspirations de natures bien différentes. Mais c'est également cette diversité qui rend difficile la constitution des Verts comme force politique nationale, intervenant sur l'ensemble des problèmes de la société, et pas seulement au moment des échéances électorales.

De fait, l'écologie comme phénomène politique est le produit d'une double crise. Celle d'une droite qui a abandonné les valeurs du terroir pour le technocratisme tous azimuts des nouveaux managers.



UN OUVRAGE DE NICOLAS BÉNÉTES

Mais bien plus encore celle d'une gauche qui a ostensiblement renoncé à « changer la vie ». Dans l'électorat vert, il est en effet probable que l'hostilité au « productivisme » du mouvement ouvrier est moins forte que l'anticapitalisme spontané qui oppose naturellement les écologistes aux projets de la droite. Mais comment les convaincre qu'un réel projet de transformation sociale, prenant en compte l'ensemble des problèmes de société, abolissant la loi du profit, n'a de chance d'aboutir qu'en alliance avec le mouvement ouvrier, quand ils voient les grandes organisations ouvrières attachées à gérer la société telle qu'elle est ? L'absence d'une alternative crédible à gauche du PCF et du PS et, concrètement, l'échec des espoirs qui s'organisaient autour de la campagne de Pierre Juquin à l'élection présidentielle pèsent ici lourdement.

LA SITUATION DE L'EXTREME GAUCHE

Les résultats des listes se situant « à gauche de la gauche » sont souvent bons, mais ils ne sont à l'évidence pas à la hauteur de la défiance généralisée qu'inspirent maintenant les grands partis traditionnels de gauche, et que traduisent la diversité des phénomènes recensés : développement des luttes sociales, fort taux d'abstention, pertes en voix du PS, crise ouverte de légitimité dans le PCF.

Le score des candidats de la Nouvelle Gauche de Pierre Juquin n'est possible à analyser que quand ils se présentaient sur une liste distincte de l'Union de la gauche, c'est-à-dire dans une minorité de cas. En alliance avec le PSU, les écologistes ou les rénovateurs, ils font dans quelques cas une percée significative (Concameau, Cahors, Villeurbanne) et dépassent les 5 % dans une vingtaine de villes. Les résultats des quelques candidatures de Lutte ouvrière sont moins bons : les 5 % ne sont dépassés qu'à Creil et à Montbéliard. Quant aux listes soutenues par la LCR, elles dépassent les 5 % dans huit villes, et les frôlent (entre 4,5 % et 5 %) dans six autres.

Dans l'ensemble, les succès de ces listes, trop peu nombreuses, s'expliquent

par deux éléments qui ne s'excluent pas. Le premier renvoie à un patient travail d'accumulation réalisé par l'extrême gauche, travail dont la continuité et le sérieux ont fini par être reconnus : les cas les plus nets sont ici Creil, Saint-Etienne-du-Rouvray ou Vénissieux. Le second aux phénomènes de crise et de recomposition que connaît le mouvement ouvrier local. Qu'il s'agisse de listes largement ouvertes, mais animées par la LCR seule, ou de listes au sein desquelles se retrouvaient plusieurs courants, leurs succès s'expliquent pour l'essentiel par la manière dont la présentation de ces listes s'est articulée à la crise des grandes organisations réformistes : crise du PS à Metz, crise du PCF à Gennevilliers ou à Montluçon, crise larvée et du PCF et du PS à Saint Denis.

Ainsi apparaît la réalité de ces municipales. La « victoire des hérétiques », que décrit Jean-Marie Colombani *, ne débouche nullement de manière automatique sur « un paysage durablement dominé par un PS flanqué d'une galaxie comprenant pêle-mêle des communistes et des socialistes dissidents, des centristes "courageux" façon Soisson, des radicaux réunis, des écologistes raisonnables, etc. » Il est au contraire frappant de constater que le nombre accru de triangulaires et de quadrangulaires au second tour a relativisé l'idée d'une hégémonie socialiste et que le thème pourtant habituel des agglomérations successives permettant de parvenir au « PS à 40 % » n'a guère été mis en avant à la fin de cette campagne.

A force de ne raisonner que galaxie électorale, on en vient à négliger la planète sociale. Et il est évidemment plus difficile d'envisager un PS flanqué d'une constellation comprenant, au hasard, les enseignants, les infirmières et les corses reconnaissants...

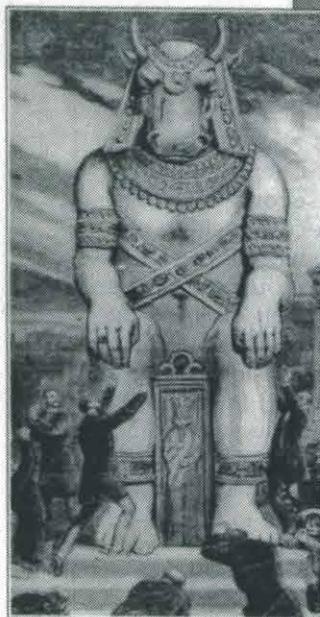
La « victoire des hérétiques » ne fait que signaler la double réalité : crise profonde d'orientation de la droite, phénomènes de recomposition au sein du mouvement ouvrier. Les élections municipales éclairent la possibilité quand existe localement un pôle à gauche de la gauche qu'il commence à cristalliser la défiance ainsi dégagée. Nationalement, la tâche est devant nous. Mais c'est bien la tâche de l'heure.

* : le Monde, mardi 4 mars 1989.

UN OUVRAGE DE NICOLAS BÉNIÈS

Nicolas BENIES

L'APRES-LIBERALISME



**Patronat et classe ouvrière
dans la crise**

PEC-LA BRECHE

On savait le néo-libéralisme à bout de souffle. Le krach boursier d'octobre 1987 est venu marquer sa déroute. Les notions, combien ressassées, de « désengagement de l'Etat » et de « déréglementation », sont sérieusement mises en question. Nous entrons dans l'ère de l'après-libéralisme.

A l'épreuve de cette nouvelle crise, où en sont les grands acteurs sociaux, patronat et classe ouvrière ? Comment se transforme l'intervention de l'Etat ? Quelles sont les conséquences de la restructuration de l'outil de production ? Comment se modifient les formes de prise de conscience et la combativité de la classe ouvrière ?

Construit autour de ces questions, *L'Après-libéralisme*, de Nicolas Benies, met en lumière l'escroquerie que représente la théorie libérale, une théorie qui non seulement n'explique rien mais cherche surtout à justifier les attaques contre les travailleurs, qu'ils soient salariés ou chômeurs.



Né en 1947, diplômé d'études supérieures en sciences économiques de l'université de Paris I, Nicolas Benies enseigne l'économie au Lycée technique Jean-Rostand de Caen. Collaborateur régulier de plusieurs revues — *Critique communiste*, *Ecole émancipée*, *Questions socialistes* (Québec) —, N. Benies prépare un ouvrage sur l'endettement international.



9 782902 524631

PEC-La Brèche
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
ISBN 2-902524-63-3
75 F TTC

A LIRE...

ACTUEL MARX

Presses universitaires de France
avec le concours du CNRS
Revue internationale du marxisme
Interdisciplinaire et pluriel

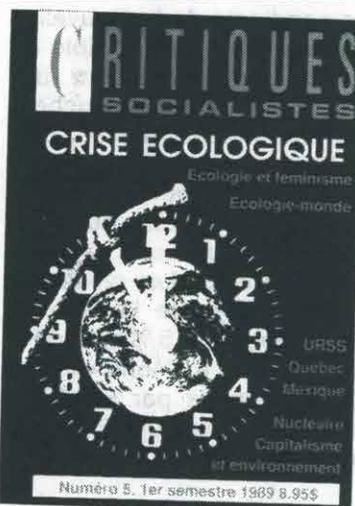
Deux numéros de 208 pages par an

Discute les problématiques nouvelles et les questions théoriques fondamentales. Analyse la littérature marxiste mondiale. Philosophie, économie, histoire, sciences sociales, littérature. Ouvert aux divers courants du marxisme. Dans chaque numéro, trente ouvrages marxistes recensés.

1988 : n°3 sociétés occidentales
n°4 marxisme italien

1989 : n°5 libéralisme, état de droit
n°6 l'URSS de Gorbatchev

Abonnement : 160 F à adresser à PUF, 14 avenue du
Bois de l'Epine, BP 90, 91003 Evry CEDEX. Tél. :
(1) 60 77 82 05



Entretien avec Nicolas Bénéès

Un krach, et puis rien ?

Critique communiste : Dans le chapitre de ton livre consacré au krach, à la question « La récession pour quand ? » tu répondais : « Question difficile. Autant il est sûr que la récession sera au rendez-vous, autant il est difficile d'en fixer la date ». La récession n'est toujours pas venue. De même que la baisse de la Bourse et la dévaluation du franc que tu annonçais. Alors, comme tous les autres économistes, erreur sur toute la ligne ?

Nicolas Bénéès : Il est vrai qu'un an et demi après le krach boursier du 19 octobre 1987, la situation de l'économie mondiale apparaît paradoxale : les profits n'ont jamais été aussi élevés, jamais l'investissement productif n'a autant augmenté (plus de 9 %, en volume, pour l'année 1988, en France) et le taux de croissance a dépassé les 3,5 % pour l'ensemble des pays développés. Avant d'entrer dans les explications, je voudrais présenter une défense et illustration des prévisions économiques. Et donc des économistes. Ces derniers sont souvent présentés soit comme des « gourous » soit comme des charlatans, ce qui est souvent la même chose. Pourtant, dans ce cas précis, les conséquences du krach, ils ont joué un rôle remarquable, et non remarqué. En criant au loup, c'est-à-dire à la récession, ou plus exactement aux enchaînements récessionnistes liés au krach, ils ont permis la prise de conscience des gouvernements qui, par leurs interventions, ont déjoué leurs sombres prévisions. Certains d'entre eux doivent se féliciter d'avoir eu tort !

Si l'on aborde les explications, il convient de s'attarder d'abord sur ce qui constitue la variable clé : les taux d'intérêt.

Le krach boursier fut provoqué, rappelons-le, par l'augmentation des taux de l'intérêt. Lorsque ces taux augmentent, le cours des actions et des anciennes obligations, mécaniquement, baisse. Les spéculateurs vendent, afin de se procurer des liquidités et acheter des titres au taux d'intérêt le plus haut. Prenons un exemple simple pour illustrer ce mécanisme : si le taux d'intérêt est de 8 %, les obligations émises rapporteront 8 % à celui qui les possède. Si le taux d'intérêt baisse (à 6 %

par exemple), le cours (leur prix d'achat ou de vente) augmentera, puisque les obligations émises désormais ne rapporteront que 6 %. Dans le cas contraire, si le taux d'intérêt monte (à 10 % par exemple) le cours de ces mêmes obligations baissera, puisqu'il sera plus intéressant de souscrire aux nouvelles qui rapporteront 10 % au lieu de 8 %... Il en est de même pour les actions. Si le taux des bénéfices distribués (ce que les financiers appellent le *price-earning ratio*) est inférieur au taux de l'intérêt, tout le monde (tout le monde financier s'entend) vendra en même temps, ce qui fera baisser les cours.

Les taux de l'intérêt (il en existe plusieurs : au jour le jour, à long terme...) constituent bien la variable clé. L'indicateur de la tendance, à la hausse ou à la baisse, est fourni par le MATIF (le marché à terme des instruments financiers) qui est un marché des « futures », le terme anglais est plus clair que le français. C'est un marché sur lequel on traite des options d'emprunts, donc un marché qui détermine les tendances futures. En ce moment le MATIF est orienté à la baisse, ce qui signifie que les taux d'intérêt augmentent et que les opérateurs estiment que cette tendance va se poursuivre.

Avant de tenter d'expliquer pourquoi ces enchaînements récessionnistes ne se sont pas produits, il convient de rappeler ce qu'étaient les conséquences prévisibles du krach. Celui-ci s'est produit de manière synchronisée sur l'ensemble des places financières du monde. En vingt quatre heures, elles ont toutes connu la même chute vertigineuse que Wall Street. La chute des cours aurait dû provoquer la faillite des opérateurs financiers, cette dernière, à son tour, entraînant celle des banques, qui sont aussi des opérateurs financiers mais obligés de passer par l'intermédiaire des agents de change. (La charge de ces derniers a été supprimée à la Bourse de Paris le 1^{er} janvier 1988 et remplacée par des « sociétés de bourse », en d'autres termes ils ont été « privatisés »). Mais le mécanisme de faillite aurait dû aussi toucher les entreprises, puisque depuis la déréglementation elles peuvent prêter directement de l'argent à d'autres entrepri-

Un krach, et puis rien ?

ses. La déréglementation des marchés financiers passe notamment par la « titrisation » (traduction du terme anglais « securitization »). C'est la raison pour laquelle des bruits persistants ont circulé à propos de Thomson qui, par l'intermédiaire de sa banque la BATIF, s'est très largement reconvertie dans la spéculation financière.

Une faillite des banques se traduit fort logiquement par celle des entreprises, toutes très endettées. Le schéma est le suivant : les banques qui ont accumulé de grosses pertes sont dans l'obligation d'exiger de leurs clients le remboursement immédiat des prêts consentis. Ce que les entreprises ne peuvent faire : en général les prêts servent soit à l'investissement productif (on voit mal comment revendre une machine !), soit à la spéculation sur les marchés financiers (et on revient au cas de figure précédent). Et la mécanique ne peut plus s'arrêter : la faillite des entreprises provoque celle d'autres banques qui, à leur tour, etc. C'est l'enchaînement de la dépression économique, style crise de 1929.

Le fait d'envisager un tel enchaînement dans la suite du krach de 1987 n'était pas dénué de fondements. On sait aujourd'hui (au moment du krach, ces informations sont restées cachées pour éviter d'aggraver la panique) que la Société des bourses françaises (qui, avant le 1^{er} janvier 1988, s'appelait la Compagnie des agents de change) a perdu plus de sept cents millions de francs sur le MATIF, alors qu'elle était chargée de « moraliser » le marché à terme, que l'Aérospatiale a enregistré trois cents millions de pertes, la COGEMA aurait perdu deux cents millions (et son président « démissionné »)... Dans *le Monde* du 17 février dernier, on apprend que la Société pour l'administration des droits des artistes et musiciens (ADAMI) a été victime d'un « sinistre » portant sur plus de dix millions de francs. D'ailleurs il ne s'agit pas du seul syndicat qui se trouve dans ce cas. Beaucoup d'associations avaient pris l'habitude de placer leurs liquidités sur les marchés financiers. La spéculation avait tendance à se développer tous azimuts, elle rapportait beaucoup, vite et, du moins en avait-on l'impression, sans risque. C'était le temps de l'argent facile. Sans qu'il y ait délit d'initié, du moins en France : aux Etats-Unis les affaires de ce

type étaient légions, de même qu'à Londres. De ce point de vue, le krach a « moralisé » les comportements et porté un coup fatal au « capitalisme populaire » : l'argent facile n'est plus que pour quelques-uns...

◆ **Reste que ces enchaînements récessionnistes ne se sont pas enclenchés.**

N. B. : Non seulement ces enchaînements n'ont pas eu lieu, mais l'année 1988 a été placée sous le signe de la croissance. Trois raisons expliquent ce paradoxe. La première tient à la sous-estimation de l'autonomie de la sphère financière, la deuxième à l'intervention des Etats, la dernière aux conséquences mêmes du krach qui ont conduit à la reprise technique des investissements. Avant d'aborder ces trois raisons, il convient de signaler que la montée des cours de la bourse qui a marqué l'année 1988 n'est pas de même nature que celle qui avait précédé le krach. Avant le 19 octobre 1987, toutes les actions et obligations montaient. Sur le second marché, où sont cotées les actions des PME, les cours s'envolaient, sans qu'on comprenne bien la relation avec la santé des entreprises. Depuis, la bourse est dopée par les offres publiques d'achat (OPA). Cette montée des OPA est une conséquence de la baisse des cours enregistrée au moment du krach. Tandis que les sociétés objets d'OPA voient leurs cours monter, ceux des autres peuvent rester assez bas.

A présent, si on veut spéculer en bourse il convient d'analyser les cours des différentes actions. Plus question d'acheter à l'aveuglette : la lecture des journaux financiers est indispensable. L'indice CAC de la Bourse de Paris, comme le Dow Jones de Wall Street ou le Nikkei de Tokyo, n'est qu'un indicateur qui fait la moyenne des cours des actions significatives (par exemple 300 pour Paris, 30 pour New York...); il ne rend donc pas compte de l'évolution de toutes les actions et obligations cotées en Bourse.

◆ **Peux-tu expliquer la première raison que tu appelles l'autonomie relative de la sphère financière ?**

N. B. : La « financiarisation » de l'économie avait été soulignée par beaucoup

d'économistes. Mais peu d'entre eux en avaient tiré les conséquences concernant les relations entre la sphère financière et le système productif. L'autonomie relative de la sphère financière s'apprécie par rapport au système productif. Traditionnellement, l'analyse économique reconnaissait au système financier le rôle de « source de financement » des investissements productifs. Autrement dit, la liaison système financier/système productif était posée comme évidente. Lors de l'émission « Sept

monétaire sur crise monétaire. Celles-ci se sont soldées par l'inconvertibilité du dollar en or (à titre « provisoire », avait dit Nixon en août 1971).

De ce fait, le système monétaire international, qui précisément reposait sur cette convertibilité garantissant la stabilité des taux de changes, entrainait dans une longue agonie qui dure encore. On comprend que l'inconvertibilité du dollar et taux de change flexibles sont liés. En 1971-1972, de nombreux économistes pensaient que cette



Le Monde, 17 décembre 1987

sur Sept » où il s'est expliqué sur les « affaires », Mitterrand a fait explicitement référence à cette analyse, s'interrogeant sur le rôle réel de la bourse en tant qu'instrument de financement des investissements. Penser qu'elle ne joue pas ce rôle, comme il semblait le suggérer, l'avait conduit à poser le problème de sa suppression. Comme disait le *Canard enchaîné*, Mitterrand devient gauchiste !

◆ Cette analyse traditionnelle apparaît donc à côté de la réalité ?

N. B. : L'apparition des « changes flexibles » a marqué la fin du système monétaire inauguré à Bretton-Woods en 1944 et traduit le déclin relatif de la puissance américaine concurrencée par le Japon et la RFA, puissances montantes mais incapables d'assurer l'ordre mondial, et donc de se substituer aux Etats-Unis. Ce déclin relatif de la puissance américaine a provoqué à la fin des années soixante crise

astuce représentait la solution à la crise du système monétaire international. Cette solution, comme le soulignent fort justement H. Bourguinat et M. Aglietta dans leurs ouvrages respectifs, a aggravé la spéculation internationale, et la montée de l'instabilité monétaire joue un rôle de blocage des échanges internationaux. Sans parler des conséquences sur l'endettement du tiers monde... Aujourd'hui, les économistes sont de nouveau convaincus qu'il faut rétablir la stabilité des taux de change... Le problème est de savoir comment y parvenir. La seule façon connue étant d'assurer l'hégémonie d'une nation ou d'un groupe de nations susceptible de permettre la naissance d'une nouvelle monnaie internationale, on voit que la crise du système monétaire international n'est pas sur le point d'être résolue. Elle suppose, en fait, la sortie de la crise économique.

◆ Les « mouvements erratiques du dollar », formule souvent utilisée pour dé-

signer les hausses et les baisses, tout aussi spectaculaires qu'irrégulières, de la monnaie américaine, interviennent à partir de cette situation ?

N. B. : En effet, dès lors la porte était grande ouverte à la spéculation sur les monnaies et à ces mouvements « erratiques » du dollar. Le déclin relatif se traduit par la tendance dominante à la baisse de la monnaie américaine. Mais il existe des contre-tendances qui, conjoncturellement, peuvent prendre le dessus et expliquent la hausse du dollar.

Une première contre-tendance est déterminée par la compétitivité de l'économie américaine. Le déclin relatif, comme le note ironiquement Pierre Salama dans son dernier livre *la Dollarisation*, est « inégal ». Il ne porte pas sur tous les produits, sur toutes les marchandises. Avec celles qui incluent une forte composante recherche, les capitalistes américains sont en mesure de damer le pion à leurs concurrents japonais ou allemands. En particulier lors des conjonctures de récession, l'économie américaine résiste mieux que ses concurrents. Et le dollar augmente... Tel est le cas à partir de 1980. Durant cette phase, le jeu sur les taux d'intérêts représente la deuxième contre-tendance. La hausse des taux d'intérêts américains a attiré aux Etats-Unis les capitaux étrangers, occasionnant une augmentation de la demande de dollars et, de ce fait, la hausse du cours sur le marché des changes.

Les américains ont besoin de l'épargne mondiale pour financer leurs « déficits jumeaux » : celui de la balance commerciale et celui du budget. De premiers créanciers du monde, de 1919 jusqu'en 1985 environ, ils en sont devenus les premiers débiteurs. Là encore l'explication fondamentale de cette inversion réside dans le déclin relatif des Etats-Unis. Ceux-ci sont obligés de drainer les capitaux du monde entier, en particulier du Japon, et pour ce faire il leur faut augmenter leurs taux d'intérêt. Ainsi cette contre-tendance à la baisse du dollar accentue la tendance à la hausse des taux d'intérêts « réels » (calculés ex-post, et égaux au taux d'intérêt pratiqués sur les marchés financiers déduction faite du taux d'inflation) qui marque la période de crise, au moins depuis la deuxième récession

(1980-1982), beaucoup plus forte que la précédente et qui s'est traduite par la prise de conscience de la durabilité de la crise économique. La conséquence la plus importante est que, désormais, les marchés financiers et les marchés des changes sont fortement interpénétrés, comme l'a très bien montré le krach boursier de 1987.

Les opérateurs internationaux ont compris la nécessité de se « couvrir » face aux mouvements imprévisibles du dollar. Les gouvernements, quant à eux, ont tenté de réagir par des accords internationaux (ceux de Plaza en 1985 et du Louvre en 1986) dont le but avoué est de limiter les fluctuations du dollar dans certaines limites, fixées à l'avance mais gardées secrètes. Ils supposent l'intervention concertée des banques centrales des sept pays signataires (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande Bretagne, Canada et Italie) afin de stopper la spéculation, ce qui veut dire soit soutenir le cours du dollar pour éviter qu'il s'effondre (ce qui implique d'acheter des dollars dévalués et donc de participer au financement des déficits jumeaux), soit vendre des dollars pour éviter une hausse trop importante de la monnaie américaine. Les opérateurs sont contraints de prendre en compte l'intervention des Etats dans leurs opérations spéculatives.

Ces mouvements du dollar liés aux changes flexibles, que les gouvernements s'efforcent de corriger, sont à l'origine d'une interpénétration croissante entre les marchés financiers et les marchés des changes. Pour se « couvrir », il a fallu trouver des spéculateurs pouvant prendre le risque d'une opération de change. En effet, lors d'une transaction commerciale internationale, le vendeur, pour fixer son prix, veut être assuré du cours du dollar. La différence de change pouvant transformer son bénéfice en perte, c'est un risque qu'il ne peut prendre. Il va donc s'adresser aux marchés financiers pour acheter du dollar au cours du jour mais livrable un mois ou deux plus tard... Il s'agit donc d'un option négociable sur le marché des « futures » ; le plus célèbre est celui de Chicago, qui a inspiré le MATIF.

Pour que ces opérations de « couverture » soient possibles, il fallait que les Etats « dérèglent ». En effet, la législation ancienne faisait de la banque le seul

intermédiaire financier, garantie que les emprunteurs payaient un prix élevé. Cette déréglementation a commencé aux Etats-Unis dès 1972 et s'est accélérée depuis. Elle a créé une situation nouvelle qui a permis à la fois, de manière concomitante, la naissance de nouveaux produits financiers qui envahissent notre vie, tels les SICAV ou les Fonds communs de placement (FCP), et la « désintermédiation » bancaire. Désormais les entreprises ne sont plus obligées de passer par l'intermédiaire de la banque pour emprunter de l'argent et financer leurs investissements. Elles s'adressent directement au marché

N. B. : L'autonomie relative de la sphère financière résulte en effet de ces mouvements du dollar et des taux de l'intérêt. Les deux, rappelons-le, sont liés. Quelques chiffres : selon certaines sources, un dollar de transactions commerciales donne lieu à cinquante dollars de transactions financières, d'autres (en l'occurrence la revue *Banque* de juillet-août 1988), qui ne sont pas contradictoires, donnent une autre estimation : le volume mondial annuel estimé des transactions de change atteindrait soixante à soixante-dix mille milliards de dollars, alors que celui des échanges de biens et de services serait de l'ordre de



Le Monde, 2 janvier 1988

financier. Les banques offrent leur garantie et sont maîtres d'œuvre des émissions d'actions, d'obligations et autres billets de trésorerie (ces derniers se négocient sur le MATIF et sont émis à court terme). C'est pourquoi l'appellation « titrisation » s'est répandue pour qualifier ces nouveautés. Les actions et obligations, le « commercial paper » (pour utiliser la terminologie anglaise), sont considérées comme des « titres ».

Cette déréglementation a accéléré l'internationalisation des marchés financiers. L'explication de l'informatisation rapide des marchés trouve là son origine. De même que la synchronisation du krach sur toutes les places financières du monde.

◆ **Le résultat étant ce qu'on appelle la « financiarisation » ?**

quatre mille milliards. Je cite les auteurs de l'article : « *Sur le marché euro-obligataire, le nombre d'émissions a augmenté de plus de 30 % par an depuis cinq ans. Une proportion croissante de ces émissions, en particulier des obligations convertibles à warrant émises par des emprunteurs japonais, n'a qu'un caractère purement financier et sert à financer leurs opérations de Zaitech, c'est-à-dire de gestion de portefeuille.* » Et encore ne parle-t-on pas des opérations de « swap » (d'échange) qui se développent et portent uniquement sur des emprunts déjà existants que les banques échangent entre elles ou avec des industriels...

Du coup, les relations système financier/système productif se sont inversées. Auparavant ils étaient complémentaires, désormais ils sont concurrents. Face à un

taux de profit (le rapport profit/capital total avancé dans la production) qui n'augmente pas suffisamment (malgré l'augmentation sensible du numérateur : le profit total), la montée des taux d'intérêts provoque l'accroissement du flux de capital se dirigeant vers la sphère financière. Et la bulle spéculative ne cesse de grossir... Jusqu'à ce que la krach la dégonfle. Là réside une des explications de l'absence des enchaînements récessionnistes. La bulle spéculative avait trop gonflé et ses rapports avec le système productif s'étaient distendus. De ce fait, on pourrait conclure, comme l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), que le krach a constitué « un avertissement sans frais ».

◆ **Abordons la deuxième raison que tu évoquais : l'intervention des Etats.**

N. B. : Le cri d'alarme des économistes, on se souvient du dessin de Plantu, n'est pas resté sans écho. Les Etats sont intervenus, pas de manière concertée, mais dans le même sens : ne pas refaire l'erreur de 1929, ne pas raréfier les liquidités. Les politiques suivies se sont toutes traduites par l'augmentation des liquidités afin d'éviter les risques de faillites, en premier lieu des opérateurs financiers, premier maillon faible de la chaîne, qui pouvaient conduire à la récession. Les Etats ont donc décidé de les aider, de les sauver de la faillite en socialisant leurs pertes. En France ce fut le cas pour la Société des bourses françaises dont nous avons déjà parlé. Le gouvernement américain a sauvé de la faillite une firme de courtage canadienne, Woody Gundy, et d'autres dont les noms ne nous sont pas parvenus. Il s'agit du premier type d'intervention, directe, qui a évité l'enclenchement du processus. Les Etats ont donc attaqué le mal à la racine. Ils ont préféré payer plutôt que de voir se généraliser la dépression qui aurait mis en danger les systèmes productifs nationaux. D'autant qu'il était difficile, sur le plan idéologique, d'expliquer aux classes ouvrières qu'il fallait payer pour un krach boursier.

Le deuxième type d'intervention est indirect : l'ouverture des vannes du crédit, afin de faire baisser les taux de l'intérêt, responsables de la chute des cours. Dans

le même temps, la montée de l'endettement est à l'origine de l'accroissement du marché final qui, pour une part, explique les taux de croissance actuels. C'est aussi la cause principale de l'augmentation de l'inflation constatée dans tous les pays capitalistes développés, notamment les Etats-Unis, sans que les chiffres publiés apparaissent pour l'instant préoccupants.

Sur le terrain idéologique, c'est la victoire de Keynes sur le libéralisme, même si celui-ci reste dominant. L'OFCE, dernier bastion keynésien en France, jubile. Citons-la : « Certains points soulignés dans la Théorie générale¹ apparaissent d'une brûlante actualité. » Cette crise idéologique va s'avérer de plus en plus sensible. Keynes, au fur et à mesure que la récession s'approfondira, va faire la démonstration de son actualité en matière de solutions pour le capitalisme en crise. Mais ces solutions butent sur l'internationalisation. Elles supposent une très forte concertation internationale.

Les Etats, contrairement à ce que préconisaient les libéraux, n'ont pas laissé faire. Par la montée de l'endettement, par l'augmentation de la création monétaire, ils ont créé les conditions du financement de l'accumulation, donc de la reprise des investissements, de même que l'augmentation de la consommation finale. Sur ce dernier « créneau », les banques se sont précipitées. Elles sont à la recherche d'une nouvelle clientèle et suscitent les demandes de prêts des particuliers. Elles bénéficient de l'augmentation du crédit à la consommation. La concurrence fait rage. La conséquence de la déréglementation est que, désormais, d'autres entreprises que les banques peuvent pratiquer le prêt d'argent. Aux Etats-Unis, on avait vu la grande chaîne de distribution Sears and Roebuck s'engager sur cette voie : leur publicité portait sur les marchandises habituelles des hypermarchés et sur des SICAV, FCP et autres nouveaux produits financiers. En France, Carrefour propose à la fois une carte de crédit et des placements à un taux plus élevé que les banques ou les Caisses d'épargne. Ces dernières se trouvent fortement concurrencées dans le « drainage » de l'épargne populaire. Directement ou indirectement, l'intervention des Etats est un des facteurs les

Vingt ans !

Le 1^{er} Congrès de la Ligue communiste (1^{re} partie)

plus importants qui expliquent l'absence des enchaînements récessionnistes que le krach aurait dû enclencher.

◆ **Tu fais appel à une troisième raison : les conséquences du krach et la reprise des investissements.**

N. B. : Privé de ses enchaînements récessionnistes, le krach a eu des conséquences heureuses en termes de reprise économique... Pour les pays capitalistes développés ! Il ne faut pas oublier qu'une grande partie de l'humanité est étrangère à cette reprise : tous les pays classés dans le tiers monde, à l'exception peut-être des pays d'Asie du Sud-Est. La baisse des cours de la Bourse et l'ouverture des vannes du crédit permettent de rendre attractif l'investissement productif. On sait que les profits n'ont cessé d'augmenter depuis 1984 et, en 1987, ont atteint, par rapport aux salaires dans la valeur ajoutée, leur niveau de 1976. Dans le même temps, la baisse du prix du pétrole et de toutes les matières premières a permis une diminution du dénominateur dans le calcul du taux de profit, et a donc généré, sur le dos des pays du tiers monde, une augmentation de la rentabilité des entreprises capitalistes des pays développés, ainsi que la baisse du taux d'inflation.

La « financiarisation », l'autonomie de la sphère financière par rapport au système productif, avait eu comme conséquence l'orientation des profits vers les marchés financiers. Après le krach, la baisse des cours de la bourse (qui, à présent, recouvre à la fois la spéculation sur les monnaies et sur les titres) a rendu moins attractive la sphère financière, sans remettre en cause la « titrisation ». La baisse momentanée des taux d'intérêts nominaux a permis de trouver des sources de financement pour les nouveaux investissements, qui sont des investissements de capacités, c'est-à-dire qui doivent conduire à une augmentation de la production. Apparemment l'effet de levier joue de nouveau : le taux de profit prévu est supérieur au taux de l'intérêt des emprunts. Cet effet de levier peut se transformer, suivant l'expression de Didier, en effet boomerang si les prévisions ne sont pas conformes aux réalisations, et ainsi accélérer le cortège de faillites

de la récession. Toutes les sources d'information, de la Direction de la prévision à l'OCDE, soulignent que la reprise économique provient fondamentalement de la croissance des investissements. Cette augmentation s'explique aussi par une raison technique : le parc de matériel étant tombé très bas, il était nécessaire de le reconstituer sous peine de perte assurée de compétitivité. Ce qui explique la vigueur de l'investissement productif. Pour l'économie française, qui ne possède plus nationalement d'industries de biens d'équipements compétitives, le solde déficitaire de la balance commerciale est la traduction de cette augmentation.

◆ **Une dernière question, prévisionnelle : quel avenir ?**

N. B. : La crise n'est pas terminée, même si elle ressemble à « un long fleuve tranquille ». Toutes les contradictions qui ont provoqué le krach ne sont pas résolues. L'endettement a permis de les reporter dans le temps, ouvrant ainsi la possibilité d'une très forte reprise nourrie par l'augmentation du profit. En particulier celui, gigantesque, des Etats-Unis, qui a alimenté la croissance mondiale. Mais, comme à chaque fois, l'endettement accentue, aiguise, ces contradictions. Ses effets risquent de s'inverser à partir du moment où le gouvernement américain veut résoudre le problème des déficits jumeaux. La reprise technique des investissements ne devrait pas se poursuivre. Et l'augmentation du crédit à la consommation aura du mal à perdurer. L'année 1989 est celle de tous les dangers. En particulier sur le terrain de l'emploi : toutes les entreprises annoncent des suppressions d'emplois. Peugeot, puis Renault, en ce qui concerne l'industrie automobile, les banques, qui fusionnent avec les assurances... On va voir les conséquences de la poursuite des restructurations, qui se sont accélérées grâce aux OPA, donc à la baisse de la bourse. Quand on sait qu'en France le chômage a continué de s'aggraver même lors de la phase de reprise, on devine ce que, sur ce terrain, l'avenir nous réserve...

Propos recueillis par Francis Sitel

1. *La Théorie générale* : l'ouvrage majeur de Keynes, publié en 1936.

Vingt ans !

Le 1^{er} Congrès de la Ligue communiste (1^{ère} partie)

ANTOINE ARTOUS

C' EST en avril 1969 que se tint le congrès de fondation de la Ligue communiste, « quelque part en Allemagne », selon l'expression consacrée. Il ne faut, en effet, pas oublier que les organisations révolutionnaires ont été dissoutes par le gouvernement Pompidou, en juin 1968.

Puisque beaucoup, déjà, a été écrit l'an passé, lors de l'anniversaire de Mai 68 touchant la même période et quasiment le même sujet, nous ne prendrons pas prétexte du sujet pour brasser ces vingt années et faire une espèce de bilan planétaire. Ni traiter un autre sujet : celui, par exemple, de savoir où nous en sommes vingt ans après. Plus modestement, nous allons essayer de présenter quelques-uns des problèmes politiques qui ont pu se cristalliser autour de ce congrès.

NAISSANCE ET CONTINUITÉ

Ce congrès fut bien une naissance : une nouvelle organisation vient au monde à partir des militants issus de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) et du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale.

Mais une naissance qui s'inscrit d'emblée dans la continuité puisque cette nouvelle organisation se proclame, également à ce congrès, section française de la IV^e Internationale. Cette adhésion n'allait pas de soi, elle fut l'enjeu d'un débat important ; une tendance (« la minorité ») la refusait.

La JCR, créée quelques années plus tôt (avril 1966) après l'exclusion de la « gauche » de l'UEC, n'était pas adhérente de l'Internationale même si une partie importante de sa direction et de son encadrement en était membre.

Cette situation n'avait rien de formelle. Elle correspondait à la position profonde de certains dirigeants et militants qui, tout en reconnaissant que le programme marxiste-révolutionnaire défendu par la IV^e Internationale constitue *grosso modo* le point de départ nécessaire de toute stratégie révolutionnaire, considéraient qu'il fallait dépasser son cadre organisationnel

susceptible de gêner la rencontre avec les « nouvelles avant-garde » se dégageant un peu partout dans le monde.

Une partie non négligeable de ces militants allaient évoluer et se battre pour l'adhésion de la Ligue à l'Internationale, d'autres maintinrent leur position antérieure.

Reste que la nouvelle section de la IV^e Internationale qui voit alors le jour ne ressemble guère à l'ancien PCI. Par la taille d'abord, et aussi par la tradition militante qu'elle organise. L'immense majorité de ses adhérents a un militantisme tout neuf, issu de Mai 68 ou des quelques années qui précèdent. Il en est de même pour sa direction dont, à quelques exceptions près, les premières expériences remontent à la guerre d'Algérie ou aux années qui suivirent.

La naissance de la Ligue se fait donc sous un double signe. Volonté de s'inscrire dans la tradition du courant marxiste-révolutionnaire du mouvement ouvrier, d'une part. Et, d'autre part, jeunesse de l'immense majorité de ses militants et dirigeants ; très liés à l'expérience de « la génération 68 », souvent ils croient, éblouis par ce qu'ils viennent de vivre, que commence une histoire inédite. On sait de quel poids pèse une naissance...

Cette situation dessinera durablement le profil particulier de la Ligue par rapport aux autres groupes révolutionnaires de l'époque. Elle ne croit pas, comme certains courants qui, à des degrés divers, se réclament du « maoïsme », que tout est à réinventer dans le domaine des questions stratégiques. Et, contrairement à des groupes comme l'Organisation communiste internationale (OCI) ou Lutte ouvrière (LO), elle ne se situe pas en extériorité par rapport au « mouvement de mai ».

A CONTRE-COURANT

La création de la Ligue et les batailles liées à celle-ci représentent une rupture avec une série de courants politiques qui allaient devenir, dans les années post-68,



1972 : la Ligue communiste à l'enterrement du militant maoïste Pierre Overnay, assassiné à la porte des usines Renault.

dominants dans ce « mouvement ». Une situation différente de celle qu'avait connue la JCR.

En effet, cette dernière avait eu un rôle déterminant — en liaison avec d'autres courants politiques — dans les mobilisations étudiantes qui avaient joué le rôle de social. Et ce, en opposition, parfois rude, avec de nombreux groupes d'extrême gauche, qu'ils se réclament du trotskysme comme l'OCI ou du « marxisme-léninisme » de Mao comme l'UJCml.

En revanche, la création de la Ligue se fit en partie à contre-courant des idéologies nourries par le « mouvement de mai » dans les années 1969-1970. Pour des raisons d'expérience pratique d'abord : ce mouvement, qui s'était développé contre la politique des organisations, y compris de bon nombre d'organisations d'extrême gauche, entretenait un climat « basiste » et « unitariste ». La création d'une nouvelle organisation, centralisée nationalement et clairement délimitée programmatiquement, allait contre cette tendance « spontanée ». Plus profondément, la bataille pour la création de la Ligue s'articulait à la

défense d'un projet stratégique concernant la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière. La référence des militants de la future Ligue au « léninisme » n'engageait pas seulement la construction d'une organisation nationale régie par « le centralisme démocratique », mais une vision stratégique se réclamant des congrès de l'Internationale communiste des années vingt et nettement délimitée des perspectives réformistes.

Les courants « ultra-gauches » se réclamant dans leur majorité « du maoïsme », comme ceux de « la nouvelle gauche » polarisés plus ou moins par le PSU, s'opposaient au « léninisme » au nom d'une autre vision stratégique qui, *grosso modo*, remettait en cause la question centrale développée par l'Internationale communiste dans les années vingt : la nécessité de la prise révolutionnaire du pouvoir politique comme élément stratégique déterminant.

La création de la Ligue ne répondait donc pas à une poussée organique du « mouvement de mai » mais correspondait à une volonté clairement affirmée : s'engager dans la construction d'un parti révo-

lutionnaire capable, face au stalinisme, de renouer les fils de la tradition ouverte d'Octobre 1917 et des luttes révolutionnaires qui, en Occident, avaient ébranlé profondément le pouvoir de la bourgeoisie dans les années vingt. Tradition maintenue, contre vents et marées, par la IV^e Internationale.

UN DEFI PEU COMMUN

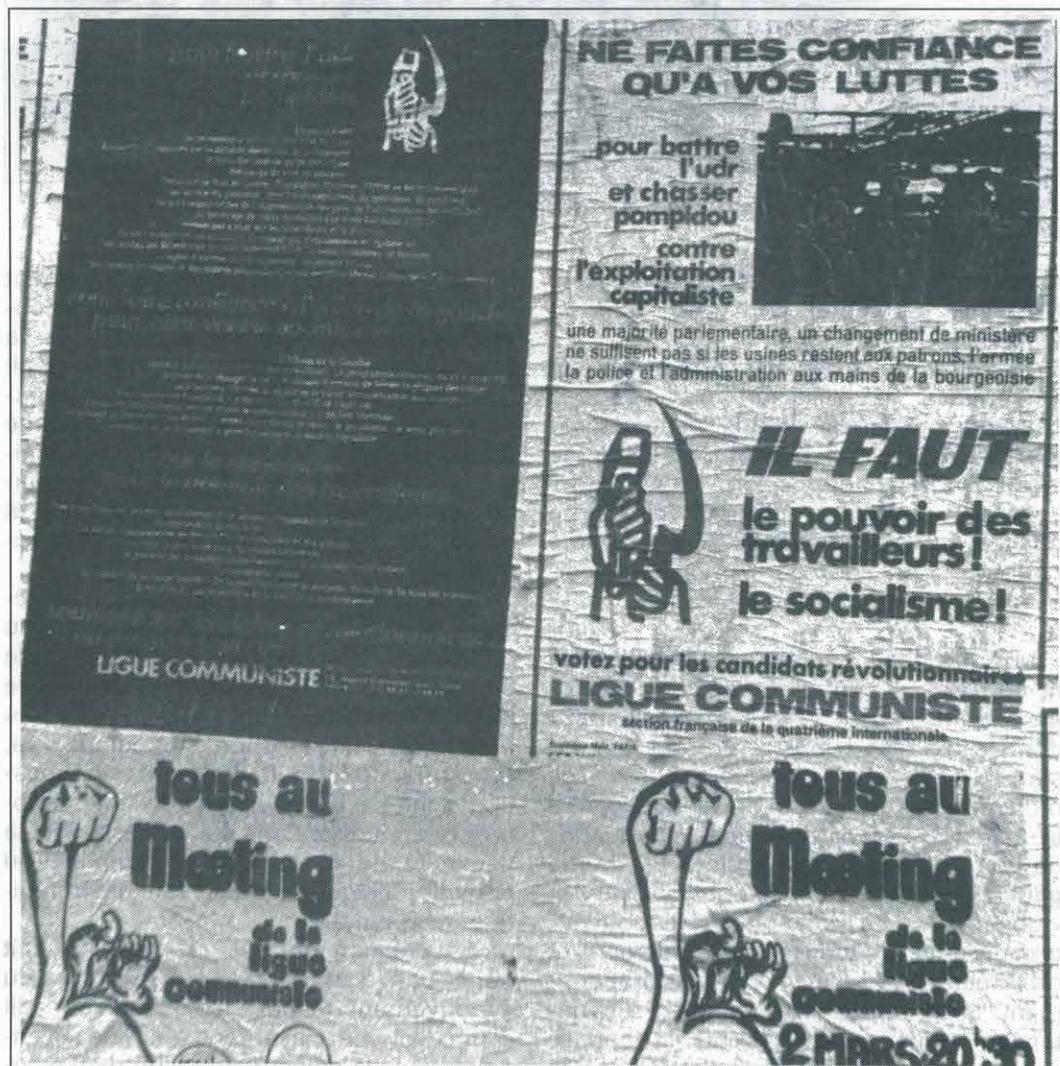
S'engager sur une telle voie, même si l'immense majorité des militants de la Ligue n'en avait pas forcément une conscience nette, signifiait un défi peu

commun par rapport au passé. Certes, en 1968, le processus révolutionnaire international semblait aller en s'approfondissant : des pays de l'Est jusqu'à l'Amérique latine et au Vietnam, en passant par la Chine de la révolution culturelle.

Des révolutions venaient d'avoir lieu ou étaient en cours, des courants politiques importants se dégageaient. Ainsi, tout ce qui se jouait autour de la révolution cubaine, du Che et du « mouvement castriste », avait un impact mondial.

Pourtant, en Europe, la situation était bien plus complexe. Même si Mai 68 était le signe d'une nouvelle période qui s'ouvrait : le « mai rampant » italien qui suivit

Mars 1973 : la Ligue communiste en campagne législative.



en apportait une nouvelle preuve. Reste que les courants d'extrême gauche rencontraient des difficultés pour s'insérer dans des traditions révolutionnaires, réellement vivantes, même minoritaires, au sein de la classe ouvrière européenne.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la référence aux processus révolutionnaires en cours dans le tiers monde joua un rôle décisif dans l'émergence de la grande majorité des organisations d'extrême gauche. Reflet de ce qui se passait à un niveau mondial, cela jouait aussi sur quelque chose de plus profond : la nécessité pour une nouvelle génération qui venait à la politique révolutionnaire de « s'identifier », physiquement, concrètement, à des traditions révolutionnaires...

LE POIDS DU PASSE

Or, de ce point de vue, même s'il faudrait nuancer selon les pays, la situation en Europe n'était pas des plus stimulantes. Si l'on prend le cas de la France, il est clair que n'existaient plus, depuis longtemps, de courants révolutionnaires capables d'une insertion significative et autonome face aux partis social-démocrate et stalinien. Réalité ancienne : l'expérience de la gauche « pivertiste », puis du PSOP, durant le Front populaire avait été éphémère et n'avait pas donné naissance après la Seconde Guerre mondiale à une tradition révolutionnaire vivace, ni hors des partis traditionnels ni au sein de la SFIO.

Certes, il se passa des choses dans la jeunesse socialiste à la Libération. La création du PSU, dans les années soixante, fut un signe profond d'évolution de la situation (des phénomènes analogues existaient dans d'autres pays), mais aussi de son ambiguïté. Le PSU, dès sa naissance, fut beaucoup plus un parti œuvrant à la régénérescence de la social-démocratie qu'un instrument de reconstitution d'une tradition marxiste-révolutionnaire.

C'est d'ailleurs à partir d'un tel constat général que la majorité de la IV^e Internationale avait, dans les années cinquante, opté pour « l'entrisme » au sein du PCF. Histoire également inscrite dans l'héritage de la Ligue.

Sans revenir précisément sur cette période, largement controversée dans nos

rangs, indiquons que deux questions se mêlent. L'une portant sur les analyses générales faites alors par certains dirigeants de la IV^e Internationale (Pablo) concernant l'appréciation de l'évolution possible des partis stalinien sous le choc de « la guerre qui vient ». L'autre ayant trait à une question plus « tactique » (mais aux conséquences importantes) : l'abandon de la perspective de création — au moins pour le moyen terme — d'une organisation trotskyste indépendante au profit d'un travail prolongé au sein des partis traditionnels de la classe ouvrière. En France, comme dans d'autres pays, au sein du Parti communiste.

Un « entrisme » n'ayant rien à voir avec celui préconisé par Trotsky dans les années trente qui était envisagé sur une courte durée, et « drapeau déployé », c'est-à-dire sans dissimuler l'appartenance à la IV^e Internationale.

Le bilan d'une telle période est d'autant plus difficile qu'il est toujours fait à partir de « si ». En outre, l'expérience se réalisa sur la base d'effectifs militants réduits. En effet, à la Libération, le PCI, créé à partir de la fusion de plusieurs groupes trotskystes, eut quelque influence, mais ne put fonder une tradition d'existence d'organisation indépendante.

QUELQUES REMARQUES SUR « L'ENTRISME »

Plusieurs constats peuvent être faits. D'abord tous les courants trotskystes issus de l'éclatement que connut la section française en 1952, sur la question de l'entrisme précisément, ne purent réellement construire une organisation indépendante et furent obligés de se lover au sein du mouvement ouvrier existant. Essentiellement pour des raisons de survie.

Le meilleur exemple en est le courant « lambertiste » qui « colla » profondément à certains courants traditionnels de la SFIO (tentant, en vain, de réactiver une tradition « pivertiste ») et de FO. Une situation qui se traduit par des déformations profondes dans son approche du mouvement ouvrier. Une politique « entriste » de l'extérieur comme le dira souvent la Ligue, c'est-à-dire de pression sur certains cou-

rants du mouvement ouvrier. En l'occurrence les ailes « non modernistes » de la social-démocratie.

En revanche, dans les années qui suivirent 1960, les « lambertistes » surent s'engager dans la construction d'une organisation indépendante, dotée d'une certaine tradition d'implantation au sein du mouvement ouvrier, sans équivalent dans l'extrême gauche avant 1968. Réalité qui explique comment ils purent non seulement résister mais se développer, malgré une politique désastreuse dans le mouvement étudiant de cette époque.

La Ligue héritait d'une situation bien différente. D'abord en fonction de ce qu'on pourrait appeler les effets organisationnels de l'entrisme. Si en théorie un « pôle » indépendant devait se maintenir, en fait — et on voit mal comment les choses auraient pu se passer autrement vu les forces militantes —, la section française de la IV^e Internationale, le PCI, n'existait que comme une espèce de fraction réunissant des militants par ailleurs immergés dans le Parti communiste. D'où l'absence de tradition de construction d'une organisation indépendante avec ce que tout cela veut dire. Le PCI fonctionnait plus comme regroupement idéologique que comme organisation intervenant dans les luttes de classes.

En outre, ont existé ce que l'on appelle parfois pudiquement dans notre mouvement les problèmes de « sortie de l'entrisme ». Dans certains pays européens, au cours des années qui précèdent 1968, les effets de la radicalisation nationale et internationale posèrent, en particulier dans les organisations de jeunesse des partis traditionnels, la question d'une rupture et de la création d'organisations indépendantes.

UN SUCCES : LA JCR

Ce qui se fit en France avec la création de la JCR. En effet, sa création fut le produit d'une double dynamique. D'abord celle des exclusions pratiquées par les staliniens reprenant en main l'UEC. Mais aussi la volonté de la majorité du PCI, en particulier des responsables du travail entriste dans l'UEC. Il apparaissait de plus en

plus évident que rester au sein des étudiants communistes risquait d'amener à se couper d'une série de militants s'en détachant.

Deuxième réussite dans la politique de la section française : la création, avec la JCR, d'une organisation qui n'était pas, comme nous l'avons déjà signalé, directement liée à la IV^e Internationale, ce qui permettait de travailler avec une frange de militants qui n'auraient pas accepté de créer une organisation d'emblée trotskyste.

Si, *post festum*, c'est-à-dire après Mai 68 et la création de la Ligue, la politique alors adoptée par le PCI, de façon d'ailleurs assez empirique, pouvait sembler aller de soi, il n'en était pas de même en 1966.

D'une part, dans un passé récent, les tentatives de créer des courants se réclamant du marxisme-révolutionnaire, mais séparés de la IV^e Internationale, s'étaient en général traduites par des ruptures avec le trotskysme.

D'autre part, il y avait risque de perdre la proie pour l'ombre. Non seulement, il n'y avait pas de signe de ruptures potentielles

Présidentielles 1969 : Alain Krivine, candidat.

DEBAT PUBLIC
UN CANDIDAT ROUGE
KRIVINE
UNE CAMPAGNE
REVOLUTIONNAIRE
ADHEREZ AUX COMITES ROUGES - PERMANENCE DE - PARTIS 12N-15N ET 13N-15N

JACQUES DOUGL

les luttes des classes de c

mercredi 21 mai
à 20h30
à la mutualité
meeting
avec Alain Krivine

au sein du Parti communiste, en particulier de sa base ouvrière, mais, en outre, certaines expériences, telle celle du PSU, témoignaient des difficultés d'existence d'un projet révolutionnaire organisationnellement autonome des partis traditionnels. Il avait existé, dans les années soixante, au sein du PSU, un courant « Socialiste révolutionnaire » qui avait gagné une audience réelle (10 % sur une plate-forme clairement marxiste-révolutionnaire). Mais, après l'échec, lors du congrès de 1963, de gagner la majorité de ce parti par l'alliance de différents courants de gauche, les socialistes-révolutionnaires, qui regroupaient une implantation ouvrière non négligeable, s'effilochèrent. Une partie des militants se regroupa au niveau local, rompant de fait avec le PSU, mais sans construire réellement une organisation, d'autres restèrent au sein du PSU et certains rejoignirent la JCR.

La situation n'était donc pas aussi nette que l'on peut le penser rétrospectivement. Se lancer dans la construction d'une organisation révolutionnaire, sur la base d'un regroupement de quelques centaines d'étudiants sans grande expérience politique pouvait apparaître bien audacieux...

Au demeurant, les choses se passèrent moins bien dans d'autres pays. En Allemagne, l'organisation étudiante social-démocrate, le SDS (qui connut une influence très importante), avait rompu avec ce parti. Les trotskystes allemands, peu nombreux, mais ayant une petite implantation syndicale, s'opposèrent à cette dynamique.

Plus grave, dans ses conséquences, ce qui se passa en Italie. Un fort courant de gauche, autour du journal *Falce Martello*, existait dans les Jeunesses communistes. Les étudiants entristes de la section de la IV^e Internationale y tenait une grande place. Cette dernière avait aussi une influence non négligeable dans les courants de gauche existant au sein du Parti communiste lui-même. Courants d'un poids bien plus grand qu'en France. Créer une organisation de type JCR pouvait, dans ces conditions, sembler aventureux, compte tenu de l'importance de ces courants au sein du Parti communiste et du fait qu'ils n'étaient pas prêts à la rupture. L'entrisme fut donc maintenu y compris

dans l'organisation de jeunesse du Parti communiste. Mais, très vite, s'amorça un processus similaire à celui de la France, même si l'appareil du Parti communiste était bien plus « libéral » que son homologue français. Se créèrent, notamment à travers la dynamique du mouvement étudiant, des organisations indépendantes. Les dirigeants étudiants trotskystes « entristes » jouèrent un rôle dirigeant dans ces créations, mais en rompant avec la section.

Rupture qui, au départ, se présentait comme simplement tactique, mais fut suivie rapidement de remises en cause programmatiques ; notamment par un opportunisme grandissant envers le maoïsme. Mais, entre temps, à cause de l'engoncement dans l'entrisme, une opportunité avait été manquée par la IV^e Internationale pour sa construction en Italie. Lorsque, peu après, elle se décida à créer une organisation indépendante, il était bien tard. La place était déjà largement prise par des organisations d'extrême gauche qui furent, on le sait, parmi les plus importantes d'Europe.

L'ADHESION A LA IV^e INTERNATIONALE

L'internationalisme ne posait pas de problème pour la plupart des militants du « mouvement de mai » : il était presque directement lisible dans le processus révolutionnaire mondial. Mais, comme à propos du parti, les discussions commençaient sur les instruments nécessaires à cette lutte. C'est pourquoi, d'un certain point de vue, la bataille pour la construction d'une organisation « léniniste » au plan national débouchait sur la question de la construction d'une internationale ; et donc, pour les militants de la future Ligue, sur la question de l'adhésion à la IV^e Internationale.

Cette adhésion se fit sur la lancée de Mai 68, avec le mélange d'espoirs et d'illusions qui caractérise cette période. A quoi s'ajoutait — chose inévitable — une connaissance de cette organisation moins forte que celle de la situation française.

Ce qui ne signifie pourtant pas que cette réalité était peinte en rose par les

militants : membres du PCI ou de la JCR, ils savaient que l'Internationale n'était pas sortie indemne de « la traversée du désert », que dans des pays d'Amérique latine — dont ils suivaient l'évolution depuis plusieurs années — le trotskysme avait une tradition d'implantation non négligeable, mais parfois aussi une « mauvaise réputation », pas toujours infondée, dans les nouvelles avant-gardes.

Finalement, d'un certain point de vue, une adhésion dans une telle période allait moins de soi que dans une période plus « calme ». En effet, nous l'avons déjà dit, il existait dans de nombreux pays des « nouvelles avant-gardes » avec qui un travail internationaliste semblait possible, mais qui n'étaient pas prêtes à accepter le cadre de la IV^e Internationale. D'autant que, parfois, dans ces mêmes pays, les militants qui s'en réclamaient étaient loin d'avoir une insertion dans les luttes de classes de la même qualité que ces forces.

La tendance qui refusait l'adhésion de la Ligue à la IV^e Internationale, la « minorité », reflétait pour une part cette réalité. Elle ne mettait pas explicitement en cause les acquis programmatiques de celle-ci. Elle expliquait que, dans le passé, ce regroupement mis sur pied par Trotsky, face au stalinisme triomphant, avait été utile pour préserver le programme marxiste-révolutionnaire durant les « années noires ». Mais que la situation avait changé et que de nouvelles forces apparaissaient qui, sans être troskystes, n'en étaient pas moins révolutionnaires. Il fallait donc dépasser les délimitations organisationnelles nées de la période antérieure. Quant au maintien des acquis programmatiques, la « minorité » résolvait le problème sur la base d'une formule lapidaire : il suffisait de disposer dans sa bibliothèque des livres de Lénine et de Trotsky.

Nous n'allons pas reprendre, ici, l'ensemble des arguments mis en avant pour justifier l'adhésion à la IV^e Internationale. D'autant qu'il y a peu de temps, à propos des cinquante ans de la IV^e Internationale (décidemment, les anniversaires se bousculent...), beaucoup a été écrit.

La « majorité » contestait cette vision purement idéologique des acquis programmatiques produits par l'histoire du mouvement ouvrier. En effet, ils n'avaient

pu être préservés — et enrichis —, qu'en lien avec un projet organisationnel : celui précisément de la construction de la IV^e Internationale. Il en serait de même à l'avenir. Surtout dans une période où l'interpénétration des problèmes nationaux et internationaux est de plus en plus grande.

Certes, la IV^e Internationale n'était pas l'internationale de masse qu'il était nécessaire de construire, mais elle était pour l'instant la seule organisation internationale œuvrant en ce sens. Il fallait donc la construire, chose qui n'empêchait pas d'avoir une politique unitaire en direction d'autres courants. La seule raison valable pouvant justifier de ne pas aller dans ce sens étant l'existence de désaccords programmatiques essentiels avec elle. En ce cas, à discuter comme tels.

En positif, la « minorité » avançait la nécessité pour la Ligue de proposer aux « nouvelles avant-gardes » un regroupement international sur la base de « clivages pertinents ». C'est-à-dire d'axes programmatiques ne reprenant pas l'ensemble des clivages issus du passé, mais seulement ceux utiles pour la délimitation présente d'une force révolutionnaire internationale.

C'est d'ailleurs à ce niveau que l'argumentation était abstraite. Car, durant cette période de montée révolutionnaire dans les différents secteurs du monde, on voyait mal quel axe programmatique n'était pas pertinent : étaient en jeu aussi bien la révolution politique dans les pays bureaucratiques que la révolution coloniale et la révolution dans les pays capitalistes avancés.

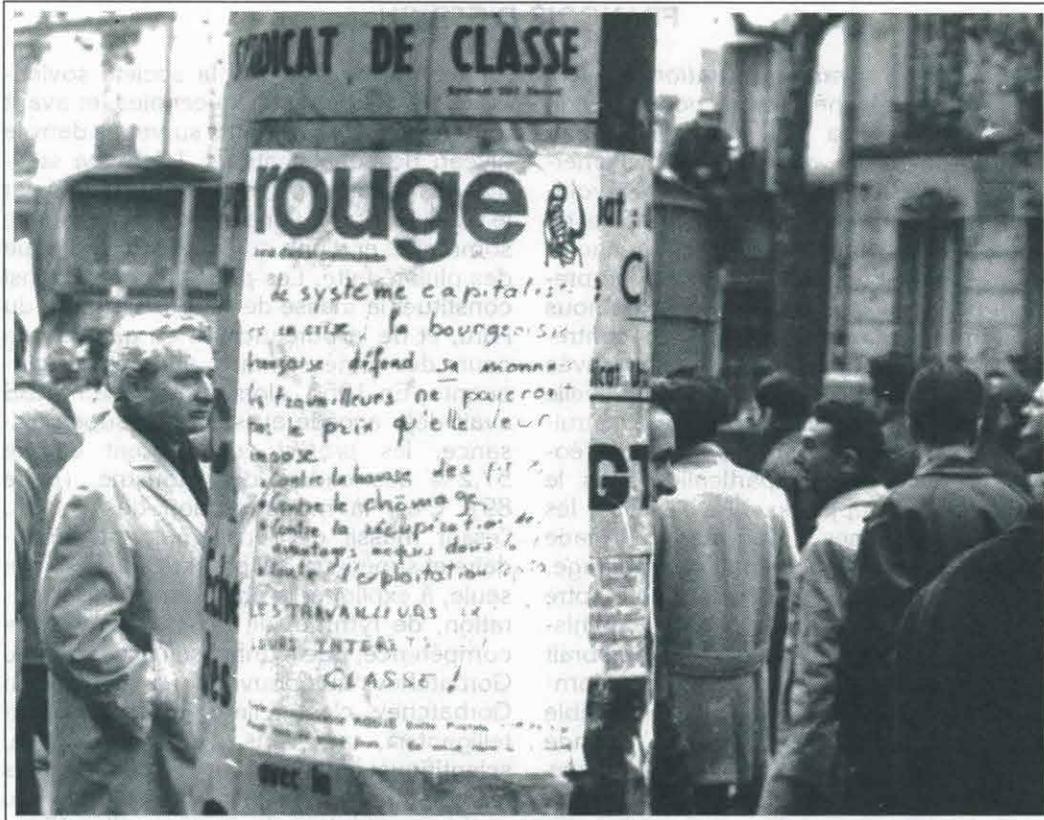
Dans la pratique, « la minorité » avait des difficultés à désigner précisément ces « nouvelles avant-gardes » avec lesquelles il aurait été possible de construire une internationale sur un programme clair.

Il faut bien comprendre que la question n'était pas seulement d'établir une unité d'action avec certaines autres organisations ou de vagues coordinations, mais un véritable courant international.

Là se trouvait vraisemblablement, outre les questions programmatiques, le véritable problème : la « majorité » critiquait fortement une vision consistant à croire qu'il fallait d'abord construire des organisations nationales pour ensuite poser le problème

de réflexions autour de la Grande Mutation soviétique de Moscové-Léwin.

Mutation ou métamorphose ?



1^{er} mai 1969.

d'une internationale ; pour elle, le processus était simultané.

Il nous a semblé utile de reprendre certains arguments qui ont été échangés à l'époque afin de faire apparaître le type de débat qui se menait. Tirer le bilan de cette adhésion n'est pas notre sujet. Il supposerait de distinguer le bilan général des espoirs révolutionnaires mis dans cette période, ce qu'il en est advenu d'une part, et, d'autre part, le bilan comparatif de la façon dont se sont comportés les courants révolutionnaires durant cette période.

Or, de ce dernier point de vue, deux constats nous semblent peu discutables. D'abord, l'adhésion de la Ligue communiste à la IV^e Internationale n'a pas été une sorte d'emprisonnement dans un cadre suranné, mais un élément clé de son évolution et de sa maturation. Non pas au sens où elle aurait enfin trouvé la vérité dans un « programme trotskyste » miracu-

sement perpétué. Mais parce qu'elle participa à des expériences et des débats qui lui permirent, sur la base d'une expérience bien plus large que la sienne, de solidifier et d'enrichir ses conceptions et de ne pas subir les multiples dérives qui furent le propre de la plupart des groupes d'extrême gauche ayant vu le jour à cette époque en Europe.

Ensuite, la IV^e Internationale fut la seule à s'engager dans la construction systématique d'un courant international qui a accumulé, durant ces années, une expérience que l'on ne retrouve pas ailleurs. Une chose que certains peuvent estimer inutile. Mais il s'agit d'un autre débat...

Nos lecteurs trouveront, dans notre prochain numéro, la suite de l'article d'Antoine Artous, où il traitera des problèmes d'orientation politique qui connut la Ligue communiste au début des années soixante-dix.



● **Réflexions autour de
la Grande Mutation soviétique, de Moshé Lewin.**

Mutation ou métamorphose ?

Moshe Lewin

LA GRANDE MUTATION SOVIÉTIQUE

Éditions La Découverte

FRANÇOIS DIETRICH

AVEC la Grande Mutation soviétique¹, Moshé Lewin poursuit son étude et sa réflexion sur le trait majeur du siècle qui s'achève : l'émergence, sur les ruines de la première révolution prolétarienne épuisée par les efforts de sa propre naissance, du régime bureaucratique en URSS. Pour sa phase à proprement parler stalinienne, Moshé Lewin nous avait montré comment, dans sa contre-révolution, la bureaucratie s'était trouvée dans l'obligation d'incorporer à la nouvelle totalité sociale et politique qu'elle construisait les éléments empruntés au passé féodal du tsarisme, en particulier dans le domaine des rapports entre l'Etat et les masses paysannes². Comme Jean-Marie Chauvier le souligne dans son ouvrage, dont nous rendions compte dans notre dernier numéro, le « *temps long* » de l'histoire cher à Fernand Braudel s'incorporait ici aux temps plus courts³. Une fois comprise la genèse, il devenait alors possible de comprendre la structure du monde bureaucratique, celle d'un « *développement sans émancipation* » selon Moshé Lewin, et que nous avons pour notre part qualifié d'« *hybride stérile* », par comparaison avec d'autres époques de transition de l'histoire, dans lesquelles certaines formations sociales possèdent des traits qui les situent au-delà du mode de production dominant devenu obsolète, sans parvenir toutefois en elle-mêmes à déboucher sur une nouvelle époque progressive de l'humanité⁴.

Post-capitaliste par certains traits, le monde soviétique stalinisé ne pouvait parvenir à se hisser au-dessus du capitalisme. Tels sont les fondements de la tornade gorbatchévienne qui tente de faire échapper l'URSS à sa mort lente. Mais une fois compris ses racines, jusqu'où peut aller la perestroïka ?

DES PRATIKI AUX NOUVEAUX TECHNICIENS

Comme tous les véritables chercheurs qui fuient à propos de l'URSS les clichés superficiels, Moshé Lewin fait découler le cours politique actuel des tendances pro-

fondes qui ont travaillé la société soviétique dans les dernières décennies, et avant tout des bouleversements survenus dans le niveau des qualifications. L'époque stalinienne fut caractérisée par la formation sur le tas, les dotant d'une instruction générale sommaire, et d'une qualification technique des plus réduite. Les *pratiki* devaient ainsi constituer la masse de l'appareil d'Etat, du Parti, et de la bureaucratie en général, au cours des années trente, quarante et cinquante. En 1956, alors même que l'URSS avait déjà accédé au statut de superpuissance, les *pratiki* constituaient encore 57,2 % des cadres de l'industrie. (page 89). C'est la modernisation des cadres, l'essor massif de l'enseignement secondaire et supérieur, qui pourrait suffire, à elle seule, à expliquer le changement de génération, de rythme, de niveau culturel, de compétence, que symbolise l'accession de Gorbatchev au pouvoir. La génération Gorbatchev, c'est celle d'une nouvelle intelligentsia, au sens large, technique, scientifique, culturel, qui ne pouvait plus rester inerte face à l'enlèvement brejnevien.

La constitution de ces nouvelles élites, particulièrement sensibles à l'absence de productivité sociale du travail face au capitalisme, renvoie en fait à une transformation beaucoup plus large de la nature de la force de travail. D'empire agricole où les villes se voyaient dispersées au sein de « *l'immense océan des moujiks* » (page 39), l'URSS s'est vue muter en société dominée par les pôles urbains, dont une part créée de toutes pièces. Cent quarante millions de soviétiques sont aujourd'hui citadins, contre cinquante-six millions à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Même si les villes soviétiques héritent encore de leur « ruralisation » initiale où les villes-champignons des années trente reproduisaient, en fait, les mœurs paysannes à la pesanteur tenace, le bouleversement du mode de vie qu'implique l'urbanisation, sa mobilité des populations, la complexité des relations sociales qu'elle engendre, devait se traduire sur le plan des institutions et des mouvements politiques au sommet. Avec l'avènement de Gorbatchev, ce n'est pas seulement une nouvelle phase politique qui s'est ouverte, mais

1. Moshé Lewin, *la Grande Mutation soviétique*, éditions La Découverte, Paris, mars 1989.

2. Moshé Lewin, *la Formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987 et nos commentaires dans *Critique communiste*, n° 68, novembre 1987.

3. Jean-Marie Chauvier, *URSS: une société en mouvement*, Editions de l'Aube, Bruxelles, 1988

4. *Critique communiste*, n° 68, novembre 1987.

5. Voir à ce sujet le passionnant interview de l'historien M. I. Guefter, « Staline est mort hier », dans le dernier numéro de la revue « *L'Homme et la Société* », éditions L'Harmattan, par ailleurs bourré de textes intéressants et d'études riches et documentées.

L'homme et la société

Revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales

N° 33/89 XXIII^e année 1988 / 1-2-3

Numéro en deux tomes. L'émergence du social en U.R.S.S.

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

ses caractères à proprement parler parasitaires pour se révéler plus « fonctionnelle », c'est-à-dire capable d'intégrer dans le cadre de ses intérêts spécifiques de groupe dominant une partie des évolutions et des besoins de la société comprise comme un tout. En ce sens, Moshé Lewin a tout à fait raison de souligner dans sa préface qu'un tel phénomène renvoie à « *la plupart (si non toutes) les grandes questions sur les systèmes sociaux : quand et pour quelles raisons déclinent-ils ? quand et pourquoi peuvent-ils se réformer ? Que se passe-t-il s'ils ne le font pas ?* »

LA (RE)NAISSANCE ?

Toutefois, il y a loin de la coupe aux lèvres, et il semblerait que la réflexion de Moshé Lewin touche ici à une limite. Est-il vraiment concevable de voir le système politique soviétique se restabiliser dans un faux pluripartisme... interne au parti unique ? Est-il concevable de voir l'autogestion des entreprises permettre de laisser intact l'immense corps de la bureaucratie d'Etat ? Plus globalement, est-il envisageable de voir le parti communiste « retrouver un même niveau de maturité politique » que le Parti bolchévique de 1917 et des années ultérieures ? (page 175). Est-il concevable que l'Union soviétique, par le seul développement de la perestroïka gorbatchévienne « *entre dans une ère nouvelle et s'efforce de regagner ce qu'elle a manqué ou mal géré dans les étapes précédentes, comme par exemple la révolution démocratique-bourgeoise de mars 1917 et les promesses socialistes de la révolution d'Octobre* » ? Est-t-il vrai que « *les conditions sont peut-être réunies pour que le système revendique certaines des espérances de ses révolutions idéalistes ?* »

En tout cas, cela ne semblerait pas imaginable sans que le gorbatchévisme entraîne dans son sillage un mouvement de révolution sociale global, et non seulement celui d'une révolution politique par en haut. Ici, deux éléments semblent mal pris en compte par Moshé Lewin.

Le premier, c'est que l'essor des forces productives en URSS, n'est pas le seul

produit des forces internes au système. Il est aussi, et à bien des égards surtout, un développement relatif, déformé et reflété, de l'essor mondial permis par l'expansion capitaliste depuis la Seconde Guerre mondiale. Cela signifie que la capacité de la bureaucratie elle-même à s'en nourrir comme élément de croissance organique, permettant de lui donner des forces nouvelles pour conquérir une nouvelle stabilité et une légitimité, basée sur sa capacité à assurer le développement du corps social tout entier, reste relative. A cet égard, la croissance soviétique présente un certain aspect « passif » extérieur au rapport dialectique de la bureaucratie et de son Etat à la totalité sociale.

Le deuxième, c'est qu'une telle renaissance de la bureaucratie restabilisée dans un régime semi-autocratique, semi-démocratique, nécessiterait que soit définitivement éclairci le problème de la légitimité historique du pouvoir. Ici, Moshé Lewin persiste trop à voir dans la phase stalinienne de la bureaucratie « *un système pathologique et autodestructeur* » (page 7). Comme nous l'avons déjà souligné à propos de ses analyses dans *la Formation du système soviétique*, il n'y a pas là une énigme si grande qu'il ne semble le déceler. La bureaucratie s'est élevée comme groupe dirigeant dans le vide créé entre la fin de l'élan révolutionnaire des années vingt et l'incapacité d'un capitalisme en crise à rouvrir l'URSS à la logique capitaliste. Mais qu'elle ait profité de cette opportunité, qu'elle ait comblé ce vide, ne signifiait en aucune façon qu'elle était porteuse d'un projet social cohérent, supérieur aux deux autres branches de l'alternative. Fondamentalement, la bureaucratie est née comme parasite usurpateur. Son existence n'est pas liée à une relative fonctionnalité historique, comme dans le cas de la classe bourgeoise émergente des révolutions des XVII^e et XVIII^e siècles. Et, c'est, aussi, ce qui rend le débat en URSS sur le stalinisme si compliqué, si émotionnel, si tabou malgré la glasnost⁵. Et c'est bien pourquoi, aussi, en ouvrant à petits coups les vannes de la démocratisation, Gorbatchev « *vient peut-être d'ouvrir au flanc de la bureaucratie dont il espère sauvegarder le pouvoir, un mal incurable.* »

Luttes de classement

JOHN BARZMAN

Le livre de Larry Portis n'est pas une analyse des classes sociales en France mais l'histoire d'une lutte idéologique née en même temps que la Révolution, celle de ce qu'il appelle les « *luttes de classement* »*. Ces luttes, qui concernent la définition des classes sociales, ont commencé dès que la bourgeoisie a usurpé le pouvoir au nom du tiers état, du peuple et de la nation toute entière. Elles ont eu pour enjeu la reconnaissance de l'existence d'une classe ouvrière, de ses frontières, de ses alliés éventuels et, au fond, de la menace qu'elle représentait pour le règne de la bourgeoisie. Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, la sociologie officielle et le Parti radical lançaient une campagne contre l'idée de classe. Le débat opposait alors la sociologie en tant que telle au marxisme. Depuis, les positions ont évolué, chaque changement de l'économie française et du climat politique entraînant des remises en cause de part et d'autre du débat. A chaque fois, la reconnaissance et la description d'une bourgeoisie, des classes moyennes et surtout d'une classe ouvrière, ont été au centre de la lutte idéologique.

Ces questions ont déjà été abordées par de nombreux auteurs, qui s'y sont attaqués *grosso modo* sous quatre angles différents :

— celui du dénombrement des individus de chaque classe : les catégories socio-économiques concernées se sont-elles accrues ou réduites, concentrées ou dispersées ?

— celui de la conscience de classe : à une époque donnée, combien de travailleurs ont-ils conscience d'appartenir à une même classe, avec quelle lucidité sur l'antagonisme qui les oppose à la bourgeoisie, avec quelle vision d'une société alternative ? Quelle image la bourgeoisie et les classes moyennes ont-elles de leurs intérêts ?

— celui de l'opinion publique : les partis font-ils appel à des thèmes de classe, le discours de classe est-il largement accepté ou en recul, parle-t-on plus de la nation, du « peuple », des « masses », des « couches moyennes », des « salariés », des « ouvriers », etc ?

— celui de l'évolution de l'étude de la société : comment la sociologie a-t-elle catégorisé la population à différentes époques, selon quels critères ?

Le livre de Larry Portis porte essentiellement sur les deux dernières questions. Il fait l'histoire des écoles de sociologie et du langage de classe dans le discours politique depuis 1789, et ne fait que suggérer les événements économiques et politiques qui ont servi d'arrière-plan à leur évolution. Il est clair à la lecture de son étude que le courant dominant de la sociologie, de Frédéric Le Play (1806-1882) et Emile Durkheim (1858-1917) aux études contemporaines d'Alain Touraine, a tendance à souligner l'hétérogénéité de la classe ouvrière, à dissoudre sa spécificité dans des catégories plus nébuleuses, à nier qu'elle soit porteuse d'autres valeurs, d'un autre projet de société.

Mais l'ouvrage de Portis montre aussi qu'à chaque renouveau de la conscience ouvrière, des courants apparaissent à l'intérieur de la sociologie, plus disposés à reconnaître à la classe ouvrière une unité et une mission historique, que ce soit par souci d'exactitude scientifique ou attirés par l'élan transformateur du mouvement. Portis fournit, entre autres, deux exemples de cette trajectoire, dans les années vingt, c'est-à-dire la période qui suit les grèves massives de 1917 à 1920 et correspond à la première large implantation du communisme en France.

Deux sociologues, tout à fait étrangers au marxisme, affirment alors l'existence d'antagonismes de classe très nets. Le sociologue, Edmond Goblot, membre de la Ligue des droits de l'homme, décrit la culture bourgeoise dans *la Barrière et le Niveau* (1925) : « Afin de maintenir une supériorité qui la distingue des classes inférieures et en l'absence de barrières légales, la bourgeoisie s'efforce de multiplier et de renouveler les moyens culturels qui la défendent contre toute interpénétration. La "distinction", explique Goblot, est l'élément clé de la mentalité bourgeoise. La bourgeoisie détient tout un faisceau complexe de petites différences en constante évolution de manière à découper les imitateurs. » (Portis, p. 111).

Luttes
de classement

Quant à Robert Garric, un adepte du paternalisme chrétien, il démontre la spécificité ouvrière par une enquête de terrain à Belleville, en 1928 : « *Le peuple ne se résigne pas, comme souvent le bourgeois, au bonheur particulier, égoïste, à la vie repliée et jalouse ; il lui faut un vaste essor et son âme magnanime ne veut pas se sauver seule, mais emporter le monde dans son salut.* » (Garric, *Belleville*, 1928).

La classe ouvrière était-elle alors plus concentrée physiquement ou simplement plus organisée et consciente qu'à d'autres périodes ? Portis ne traite pas cette question, mais il relève les dégâts causés par un certain dogmatisme ouvriériste, particulièrement accusé dans la période stalinienne. « *Si le mouvement communiste a contribué à la réactualisation de la notion de classe dans un contexte de crise économique et politique, rien ne laisse penser qu'il puisse s'agir là d'une tendance constante. Une propagande fondée sur la notion de classe, quand elle suscite des espoirs immodérés qui aboutissent à la déception et à la démoralisation, peut compromettre l'analyse de classe elle-même et engendrer un phénomène de rejet.* » (p. 121)

Portis aborde aussi l'évolution de nombreux sociologues soixante-huitards qui se sont retournés contre l'idée d'une classe ouvrière porteuse d'une mission formatrice, dans les années quatre-vingt. Il semble penser surtout à André Gorz et aux

quelques maoïstes devenus nouveaux philosophes. Pour Portis, l'ouvriérisme simpliste et superficiel qu'ils pratiquaient dans leur jeunesse ne pouvait tenir le coup à l'épreuve de la réalité et de la crise. Portis, qui est un historien américain vivant à Paris, dont les ouvrages précédents concernent le syndicalisme révolutionnaire (l'IWW américain et Georges Sorel), attribue aussi leur évolution à ce qu'il appelle leur « avant-gardisme » : les jeunes léninistes ont naturellement cherché à devenir l'élite intellectuelle de la société libérale. Il n'accorde pas un traitement séparé au courant marxiste révolutionnaire, pourtant présent après 1968 avec son travail syndical et son respect des structures d'auto-organisation.

Portis décèle quelques signes porteurs d'espoir aujourd'hui. A ses yeux, « *la sociologie de Bourdieu représente peut-être un tournant historique. Nonobstant la conjoncture politique réactionnaire, où triomphe l'anticommunisme et où refléurissent les idées de la droite, il continue d'axer son travail sur les distinctions entre catégories sociales et sur le jeu du pouvoir des classes dominantes.* » (p. 173) On ne peut qu'être d'accord quand il conclut que, de toute façon, « *la lutte des classements continuera aussi longtemps qu'une classe s'identifiera au pouvoir du capital et qu'une autre classe sera dépossédée de tout pouvoir de contrôle social.* »

* Larry Portis, *les Classes sociales en France — Un débat inachevé (1789-1989)*, les Editions ouvrières, Paris, 1988, 190 pages.

Danube

ENZO TRAVERSO

A la fois historien, critique littéraire et écrivain, Claudio Magris est bien connu en Italie pour ses études sur Franz Kafka, Joseph Roth et Isaac Bashevis Singer ; on le découvre maintenant en France, grâce à la traduction de son dernier livre, *Danube*. Dans ce récit de voyage il déploie, avec une plume légère et fluante, totalement dépourvue de pédanterie, sa formidable érudition sur le monde germanique et balkanique. Profondément enraciné dans la tradition cosmopolite de ce morceau d'Italie habsbourgeoise que fut la ville de Trieste, il est très bien placé pour nous conduire tout au long du Danube, à partir de ses sources controversées — Donaueschingen ou Furtwangen ? — en Allemagne, jusqu'à la mer Noire. Suivant le Danube, il a traversé l'Allemagne, l'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie ; il s'est arrêté dans les villages et a flâné dans les grandes villes — Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest — en saisissant l'atmosphère et la saveur de ces lieux et en exprimant, en même temps, les souvenirs et les réflexions qu'ils évoquaient à son esprit.

En regardant ses eaux comme le miroir des cultures et des civilisations qu'elles traversent, Magris considère le Danube comme l'antithèse du Rhin, comme le symbole de la *Mitteleuropa* cosmopolite opposée au *Volk germanique*. « *Le Danube, écrit-il, est souvent enveloppé d'un halo symbolique d'antigermanisme ; c'est le fleuve le long duquel se rencontrent, se croisent et se mêlent des gens divers, alors que le Rhin est le gardien mythique de la pureté de la race. C'est le fleuve de Vienne, de Bratislava, de Budapest, de Belgrade, de la Dacie, c'est le ruban qui traverse et qui ceint — comme l'Océanos ceignait le monde grec — l'Autriche des Habsbourg, dont mythologie et idéologie ont fait le symbole d'une koiné plurielle et supranationale. (...) Le Danube c'est la Mitteleuropa — germano-magyaros-laue-judéoromane que l'on oppose souvent avec virulence au Reich germanique, l'œcuménisme "hinternational" que célébrait à Prague Johannes Urzidil, un monde "en arrière des nations".* » (p. 35)

Cependant, on dirait que Magris retrouve cette dichotomie dans le Danube même.

Tout son tronçon allemand semble évoquer un bien sombre passé : Messkirch, où Heidegger vécut et trouva la « communauté authentique » qui inspira sa philosophie et qu'il identifia, en 1934, avec le national-socialisme ; le château de Sigmaringen, où se réfugia Ferdinand Céline en 1944, après la débâcle du gouvernement de Vichy ; Günzburg, le village natal de Josef Mengele, le tristement célèbre médecin de Auschwitz ; le couvent de Windberg, où aimait se retirer en méditation Adolf Eichmann, « le technocrate du massacre » du régime nazi ; enfin Passau, le fief du CSU, où regnait Franz Josef Strauss avec son mélange de « vulgarité, énergie et démagogie populo-réactionnaire ». Après Linz, aujourd'hui centre industriel important de l'Autriche, que Hitler voulait transformer en capitale du Reich millénaire, et Mauthausen, le symbole de la barbarie technologisée et industrialisée du nazisme, il y a Kierling, le village où, épuisé par la maladie et assisté par Dora Dyament, mourut Franz Kafka. Le paysage commence à s'éclaircir. Nous sommes arrivés à Vienne, l'ancienne capitale, avec Berlin, de la *Mitteleuropa* de langue allemande. Voici le Café central, où Trotsky aimait quelquefois traîner lors de son exil ; voici des rues qui nous conduisent sur les traces de Schumpeter, Wittgenstein, Lukács, Roth, jusqu'à la célèbre Berggasse de Freud. Dans le musée historique de l'armée on peut voir l'uniforme portée par l'archiduc François Ferdinand le jour de l'attentat qui déclencha la Première Guerre mondiale. En remarquant les taches de sang encore visibles sur l'uniforme, Magris observe que l'injustice discrimine même entre les taches de sang : « *celles de l'archiduc sont conservées sous verre, et celles des quatre-vingt-cinq manifestants abattus par la police aux abords du Palais de Justice le 15 juillet 1927 ont été effacées par la pluie et par les pieds des passants. Mais ces taches-là existent, elles existeront à jamais* » (p. 223).

A l'époque de l'empire habsbourgeois, surtout après le compromis de 1867 qui créa l'Autriche-Hongrie, Budapest demeurait très méfiante à l'égard de Vienne et jalouse de son indépendance magyare. Aujourd'hui, après son absorption par le bloc soviétique, elle semble déceler un sentiment de nostal-

* Claudio Magris, *Danube*, trad. Enzo Traverso, Gallimard, Paris, 1988, 498 pages.

gie pour la *Mitteleuropa* multinationale d'avant 1914. Magris reconstitue l'histoire tourmentée de ce pays, du mouvement national de 1848 à l'*Ausgleich* de 1867, de la République des conseils ouvriers de 1919, dirigée par Béla Kun, à la révolte antibureaucratique de 1956, évoquée par l'image de deux ouvriers qui continuaient à détruire l'immense statue de Staline, insouciant des chars soviétiques déjà entrés dans la ville.

Le Cercle du dimanche, animé par Bela Balasz, Karl Mannheim, Arnold Hauser et Gyorgy Lukács, était une des manifestations les plus importantes de la vivacité culturelle de Budapest au début du siècle. La maison de Lukács, la Bibliothèque sur le Danube, au numéro 2 de Belgrad Rakpart, demeure comme une sorte de monument à cette grandeur spirituelle de la Hongrie du passé. A Lukács, Magris consacre quelques pages très pénétrantes de son livre : il oppose le jeune philosophe romantique, l'auteur de *l'Âme et les formes* et de *la Théorie du roman* (j'ajouterai aussi *d'Histoire et conscience de classe*), au défenseur du réalisme en littérature et au philosophe de *la Destruction de la raison*, qui se livra, dans les sombres années du stalinisme, à une « autocaricature de sa pensée ». Il y a une photo qui nous montre le vieux Lukács dans cet appartement, à côté de son bureau et entouré par sa bibliothèque. Son regard semble marqué par une nostalgie de sa jeunesse, dans laquelle il avait perçu « avec génie le divorce entre l'existence et sa signification, entre l'âme et la parole, entre l'essence et les phénomènes ».

Avant de déboucher sur la mer Noire, le Danube traverse encore la Bulgarie et la Roumanie. Les Balkans, cet immense creuset de peuples, de cultures et de langues, cette mosaïque multinationale où l'on peut trouver réunis dans un seul village des Bulgares, des Serbes, des Roumains, des Allemands, des Juifs, des Turcs, des Slovaques et des Hongrois, était considéré dans le siècle dernier comme le lieu des « nations sans histoire ». Magris rend justice à ces peuples, en évoquant la fascination de ce brassage ethnique et la richesse de ses cultures. A Ruse, en Bulgarie, il trouve la maison d'Elias Canetti, dans l'ancien quartier des Juifs sépharades. De cette vraie tour de Babel qu'était Ruse, est issu un des plus grands écrivains de langue allemande de ce

siècle. Mais Magris distingue entre deux Canetti. Il considère le premier, l'auteur d'*Auto-dafé*, son grand ouvrage publié en 1935 à l'âge de trente ans, comme supérieur au vieux, l'auteur d'une autobiographie en trois tomes qui lui donna une réputation internationale et un prix Nobel, mais qui n'atteint plus la grandeur de son premier livre.

Enfin la Roumanie. Bucarest, qu'on appelait « Paris des Balkans », est aujourd'hui surnommée Hiroshima par ses habitants. Ils expriment ainsi leur jugement sur le projet de restructuration de la ville conçu par Ceausescu afin de célébrer sa propre image. Lors d'une conférence, un membre de l'Académie roumaine donne à Magris un de ses livres avec la recommandation de ne pas lire le dernier chapitre, consacré à l'après-guerre, qui ne contient que des mensonges. Dans ce pays qui a connu sans interruption des régimes dictatoriaux — les Boyards, puis le fascisme d'Antonescu et enfin le stalinisme de Ceausescu — l'émigration a été le destin de toute grande figure intellectuelle ; Magris évoque Grischà Rezzori, Panait Istrati, Paul Celan et Mircea Eliade, mais on pourrait ajouter les noms de Christian Rakovsky, Georges Haupt et Lucien Goldmann.

Une interrogation majeure posée dans ce livre concerne le destin des communautés juive et allemande, aujourd'hui presque totalement disparues de l'Europe centre-orientale, l'une exterminée par le génocide et l'autre expulsée, après la Seconde Guerre mondiale, comme ennemie et « coupable ». « La culture allemande, et avec elle la culture hébraïque, remarque Magris, ont été un facteur d'unité et de civilisation dans l'est de l'Europe centrale ; les places de Sibiu (*Hermannstadt*) et de Brasov (*Kronstadt*), images d'une tradition allemande qui n'existe peut-être plus en Allemagne même, sont, comme que les aqueducs ou les arcs de triomphe romains, la marque d'une civilisation unitaire qui a donné un visage à l'Europe centrale. » (p. 380). Les rares écrivains allemands et yiddish qui restent dans ces régions sont les symboles d'une totalité brisée et perdue dans ce siècle de guerres et de révolutions. Ce récit de voyage représente, à sa façon, une quête de cet esprit universel de l'ancienne *Mitteleuropa*, le « monde d'hier » qui a inspiré les œuvres de Stefan Zweig et de Joseph Roth.

* Claudio Magris, *Danube*, L'arpenteur-Gallimard, Paris, 1988, 498 pages.

PARUTIONS DE PRINTEMPS AUX EDITIONS LA BRECHE

Pour le 10^e anniversaire de la révolution nicaraguayenne.
Quand l'Amérique s'embrassera, Orlando Núñez, Roger Burbach, préface de Michael Löwy, 160 pages, 70 F.

Une contribution remarquable à la réflexion marxiste contemporaine, non seulement sur les problèmes de la révolution au Nicaragua et en Amérique latine, mais également sur le socialisme à notre époque.



Trois livres, trois thèses qui vous proposent une vision extrêmement riche et précise sur la CFDT, la Yougoslavie, la naissance du capitalisme.

La CFDT, un passé porteur d'avenir, de Pierre Cours-Saliès, 480 pages, 107 F.
Yougoslavie, le marché contre l'autogestion, de Catherine Samary, 334 pages, 154 F.
Moyen Age, les premiers pas du capital, d'Isaac Johsua, 384 pages, 150 F.



Les Congrès de la IV^e Internationale, tome 4, 512 pages, 120 F.

Ce volume couvre la période 1950-1952 : guerre de Corée, menace de troisième guerre mondiale, entrisme dans les partis socialistes et communistes, scissions. Préface et contributions de Rodolphe Prager, Livio Maïtan, Michel Lequenne.

Titres à commander à La Brèche-PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

librairie
diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

**Achetez-y
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

A PARAÎTRE DÉBUT MAI

Où va l'URSS de Gorbatchev, Ernest Mandel, 400 pages, 130 F.
Un livre-clé pour comprendre l'importance extraordinaire des bouleversements qui se produisent en URSS aujourd'hui et qui redéfinissent d'ores et déjà en profondeur les équilibres à l'échelle planétaire.

A PARAÎTRE POUR LE SALON DU LIVRE (19 AU 25 MAI)

1789-1794, nos révolutions (titre provisoire).

Dix-neuf auteurs écrivent pour la Révolution française et dénoncent l'enterrement consensuel qui se prépare à l'occasion du Bicentenaire. Par E. Balibar, D. Bensaïd, D. Berger, F. Dosse, F. Gabriel, F. Gauthier, J-F. Gay, A. Geffroy, P. Geneste, G-R. Ikni, K. Mann, G. Labica, O. Le Cour Grandmaison, M. Lequenne, M. Löwy, G. Pago, M. Riot-Sarcey, P. Tort, E. Toussaint.

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Redaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551